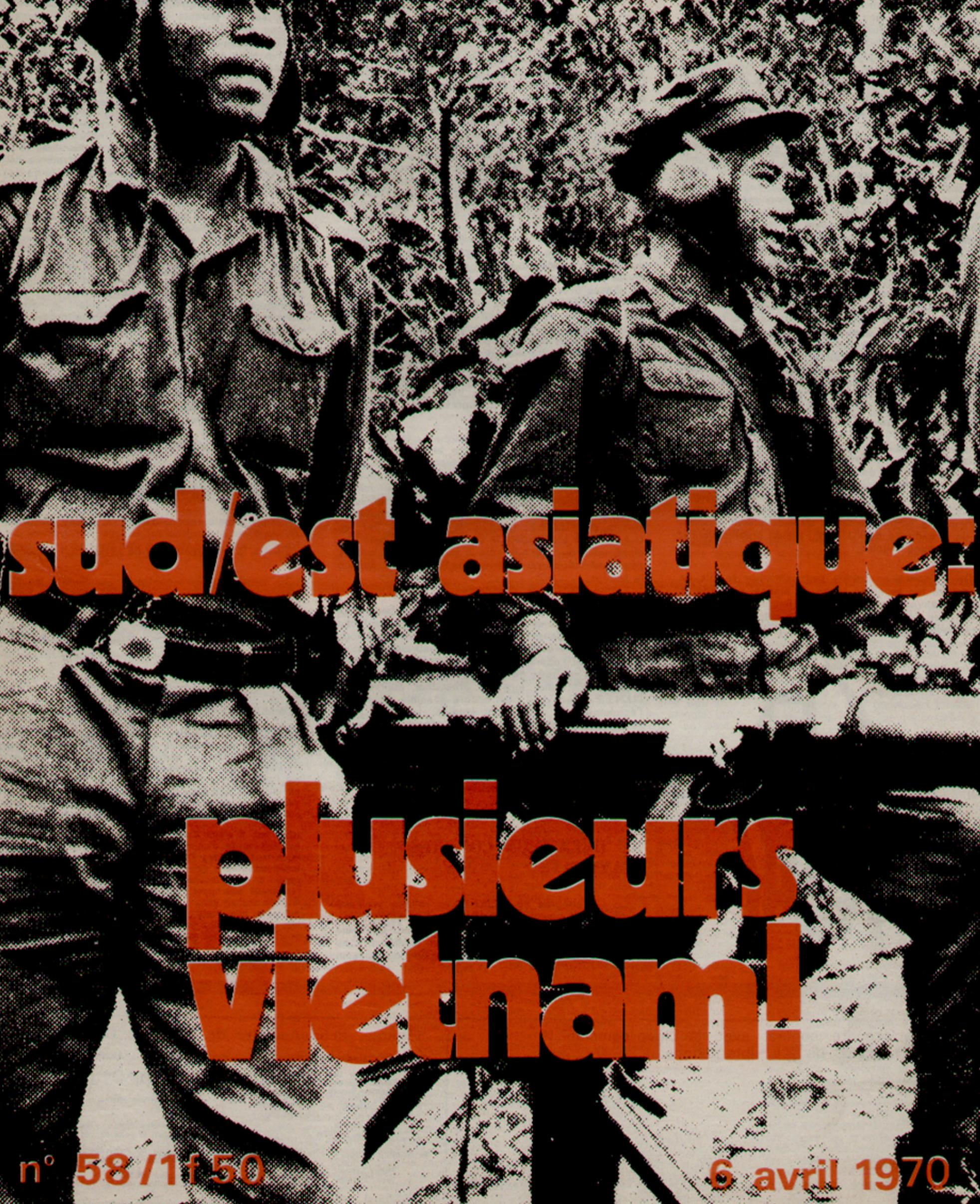


rouge

heure d'action communiste



**sud/est asiatique:
plusieurs
VIETNAM!**

n° 58/1f 50

6 avril 1970

feu l'U.N.E.F. !

Au moment où ce numéro de « Rouge » sortira de l'imprimerie, le 58^e congrès de l'U.N.E.F. aura vécu. Événement politique ? Ou simple événement journalistique ?

UNE CAUSE PERDUE

A ce congrès, l'U.N.E.F.-Renouveau (création et créature du P.C.F.), l'A.J.S. et le P.S.U. resteront seuls accroupis à souffler sur les braises de l'U.N.E.F. Avec quelles chances de succès ? Depuis Mai l'U.N.E.F. n'a survécu qu'à coups de communiqués ; sans impact, ni initiative dans les luttes, elle n'était plus qu'un porte-voix — d'outre-tombe — géré par une douzaine d'aimables fonctionnaires. Les capacités individuelles ne sont pas en cause : il est difficile de tirer des éclats de trompe d'une flûte douce.

En fait, c'est toute une époque du mouvement étudiant qui est révolue. L'époque où une amicale de fêtards vendait des polycopies pour bachtotage, organisait le rituel rallye des faluches, et faisait prospérer le bar d'une A.G.E. de province. Ces joyeux amicalistes, intronisés par bizutage, occupés de leurs humanités, assurés de prendre la succession paternelle ou de suivre la filière des accointances familiales, représentaient et incarnaient un mouvement étudiant unitaire et corporatiste où les contestations demeuraient des rébellions passagères et individuelles accueillies avec patience et compréhension : il faut bien jeter sa gourme comme papa.

Avec l'adaptation de l'Université aux besoins de l'économie capitaliste, avec sa rentabilisation, avec l'élargissement de son recrutement corrigé par une sélection arbitraire, avec le chaos des réformes bourgeois, c'est la lutte des classes qui est venue fracasser l'enceinte de ce ghetto. Le temps est désormais passé des requêtes unanimes pour l'amélioration des polys. Les mesures gouvernementales tendent aux étudiants le double piège du réformisme (participation) et de l'anarcho-situationnisme (refus des destructeurs de l'Université marâtre). Dans la mesure où c'est la politique bourgeoise qui est en cause, on ne peut éviter ce piège qu'en menant la lutte du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Or, la compréhension de ces intérêts, n'est pas innée au milieu étudiant, elle y est introduite par les militants d'avant-garde à contre-courant des préjugés spontanés du milieu. C'est ce processus qui est à l'origine de la fragmentation du mouvement étudiant et de la caducité de l'U.N.E.F., résidu organisationnel d'une époque révolue.

On ne pourra contredire cette situation de fait, en invoquant les récentes luttes de masse, unitaires et revendicatives, des étudiants en langue et en médecine. Ces étudiants, atomisés et dispersés au gré des instituts par la réforme, rivés à leurs études par

le contrôle continu, privés de toute perspective politique, ne pouvaient entamer la lutte que sur le terrain revendicatif. Et dans ces luttes, nous nous devons d'être à leurs côtés. Mais pris dans l'impasse de ces luttes, confrontés à l'intransigeance gouvernementale, ils cherchent une issue dans la politisation, dans une compréhension plus globale des tenants et aboutissants de la politique gouvernementale en matière d'enseignement et de santé ; et alors, c'en est fait de la belle unité d'action, rompue sur le fil des luttes de classes.

DE MAUVAISES FICELLES

Seuls des artifices de charlatan peuvent colorer les joues d'un cadavre et le parfumer pour lui donner encore une apparence de vie. C'est à ces artifices que sont réduits les groupes qui aujourd'hui, dans une curée d'arrière-garde, se partagent les dépouilles ultimes de l'U.N.E.F. : pas même sa chair militante, seulement son silex et son siège social !

Camarades du P.S.U. et de l'A.J.S., il est probable qu'avec vos efforts conjugués et le renfort d'un bon avocat vous « sauverez » encore une fois l'U.N.E.F. de la griffe stalinienne. Mais à quel jeu jouez-vous ?

Et tout d'abord, sur quelle ligne commune avez-vous conçu cette alliance électorale ? A la manière des staliniens, vous avez bien vite oublié ce qui vous divise pour ne retenir que ce qui vous unit. Bien peu de choses à vrai dire : le seul souci de la préservation de l'appareil ! Demain, partageant les sièges d'un B.N. dans les solitudes retrouvées de la rue Soufflot, quelles campagnes communes mènerez-vous : des délégations massives pour faire pression sur la direction participationniste du S.N.E.-Sup. ? La défense de l'I.P.E.S. et des grandes écoles ? La critique du contenu des cours ? Le soutien à la révolution vietnamienne ? Ou devrez-vous, pour coexister, vous contenter de la riposte à la répression ?

Camarades du P.S.U. et de l'A.J.S., faute d'avoir une ligne en commun à défendre, et parce que vous vous battez seulement pour les vestiges d'un appareil, vous ne pouvez mener une bataille politique, mais seulement une bataille administrative. Vous donnez aux bureaucraties patentées de l'U.N.E.F.-Renouveau, l'occasion de poser en moutons lésés. Les nouveaux statuts de l'U.N.E.F. remplaçant les A.G.E. par les C.A. de facts entérinaient la mort du corporatisme étudiant, mais ouvraient la voie à la fastidieuse bataille des invalidations où celui qui tient l'appareil domine le terrain.

Camarades, tant de concessions et de bassesses pour quel avenir et quels avantages ? De toute façon ce n'est pas dans l'U.N.E.F. que se joue le sort du mouvement étudiant. On peut malheureusement se demander si l'opération bureaucratique dans laquelle vous êtes engagés ne constitue qu'un faux pas. En effet, à Marseille, lors du précédent congrès de l'U.N.E.F., alors qu'il était encore possible d'endiguer l'éclatement du mouvement étudiant, le P.S.U. avait refusé toute réforme des statuts visant à instaurer une direction représentative et révocable pour garder le monopole de l'appareil. Quant à l'A.J.S., après s'être fait une spécialité de l'activité de pression sur la bureaucratie stalinienne, elle s'essaie à la pression sur l'appareil unifié... de l'intérieur.

AU DELA D'UN CONGRES D'AVOCATS

Ce 58^e congrès de l'U.N.E.F. se réduira vraisemblablement à une démonstration de claques et à une joute d'avocat. Aucun suspense politique. La seule inconnue de ce congrès repose sur la mémoire ou l'expérience respective de ces messieurs du barreau,

sur leur habileté à exhumer à point nommé les vieilles dettes et à sortir de leurs manches des articles de loi oubliés. On s'assommera encore à huis clos et à coup de jurisprudences.

Pourtant une chose demeurera : la montée indéniable de l'U.N.E.F.-Renouveau qui vous a contraints, tant elle est réelle, d'enterrer, camarades du P.S.U. et de l'A.J.S., vos vieilles inimitiés. Cette montée n'est pas fortuite. Elle témoigne du fait que le P.C.F. dispose d'une ligne réformiste cohérente qu'en tant qu'organisation ouvrière il déploie à l'université avec une relative vraisemblance en s'appuyant sur les syndicats enseignants qu'il contrôle, sur l'U.N.E.F.-Renouveau, sur les parents d'élèves. Il jettera l'ensemble de ces organisations dans la semaine d'action du S.N.E.S. ; le S.N.E.-Sup. apportera à cette action inoffensive mais de prestige le tribut de deux jours de grèves. En dehors de toute opposition sérieuse et cohérente, de telles actions confirment à peu de frais au P.C.F. des galons de réalisme réformiste qui alimenteront son audience électorale.

Camarades, nous sommes confrontés à une organisation dont le principal avantage réside dans le fait d'appliquer dans chaque secteur une stratégie centrale cohérente avec une discipline parfaite et de donner par là une illusion d'efficacité.

On ne combattrra pas une telle ligne par des bricolages et des expédients dont les manœuvres du congrès de l'U.N.E.F. sont représentatives. Quelle force entend-on opposer au P.C.F. dans l'enseignement lorsqu'on dénonce la participation tout en restant accroché aux basques des directions participationnistes pour les mettre au pied du mur au lieu de prendre soi-même l'initiative de luttes qui soient la négation dans les faits de la participation ? Quelle force entend-on opposer lorsqu'on couve devant les étudiants désemparés le silex de l'U.N.E.F. au prix des plus curieux compromis, lorsqu'on cultive chez les enseignants l'alibi pédagogique en apportant sa voix au concert confusioniste de Rénovation Syndicale. Tout cela pose le problème de la politique des révolutionnaires dans l'enseignement, nous aurons l'occasion d'y revenir à propos du congrès du S.N.E.S.-Sup.

En attendant, et en toute clarté, organisons un Front Uni de lutte

Contre la rentabilisation capitaliste de l'Université !

Contre l'instauration d'une Université policière !

Contre le démantèlement de l'Education Nationale ;

Le meeting unitaire contre la banalisation de Nanterre a prouvé que c'était possible ; sans avoir besoin de la carcasse de la défunte U.N.E.F.

Le 2-4-1970.

COMMUNIQUE DE LA LIGUE COMMUNISTE 23-03-70

La Ligue Communiste s'élève vigoureusement contre l'arrestation du militant de la cause du peuple Le Dantec. Qui peut prendre au sérieux l'inculpation d' - appel au meurtre - quand quotidiennement la presse bourgeoisie fait l'apologie des crimes capitalistes au Vietnam, au Tchad ou ailleurs ? Qui peut croire qu'un gouvernement qui négocie avec les tortionnaires de la Grèce ou du Brésil, soit habilité à porter de telles accusations ?

En fait, il s'agit d'une atteinte à la liberté d'expression qui fait partie d'un plan d'ensemble visant par tous les moyens à interdire l'activité des groupes révolutionnaires. Indépendamment des divergences importantes qui laissent de la Gauche prolétarienne - la Ligue Communiste renouvelle son appel pour que face à la vague de répression se réalise dans l'action l'unité de tous ceux qui comprennent que toute attaque contre un quelconque militant révolutionnaire est une attaque contre le mouvement ouvrier dans son ensemble.



Je désire prendre contact avec la Ligue communiste (Section Française de la IV^e Internationale).

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19

Rouge, hebdomadaire de la Ligue Communiste.

• Secrétariat de Rédaction

Jean-Pierre Beauvais
Daniel Bensaid
Maurice Buzard
Alain Krivine
Anna Libera
Mesen
Serge Nimetz
Philippe Sabathé

• Administration

Henri Lajous
Jean Pauchon
Thierry Soupault

• Rédaction - Administration

14, rue du Faubourg St-Denis, Paris X^e
Tél. LAF. 30-13 et LAF. 27-95

• Toute correspondance - Rouge - B.P. 201

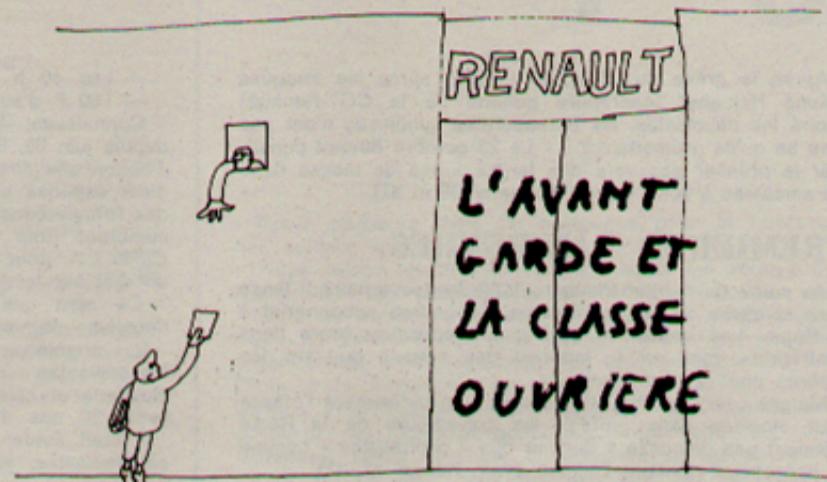
Paris 19^e

• Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

• Directeur de Publication : Jean-Pierre Beauvais.

• Diffusion N.M.P.P. - S.A.I.E. Moriamé, 61, Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

où en sommes-nous ? (4)



L'avant-garde est, en stricte définition, le détachement organisé et politiquement structuré de la classe ouvrière, qui assume consciemment la tâche qui doit devenir celle de toute la classe pendant la crise révolutionnaire ; l'organisation de la défaite du capitalisme.

Du fait du stalinisme, qui a organisé tout-à-fait scientifiquement depuis quarante ans la coupure de la classe et de l'avant-garde, ce détachement se trouvait jusqu'à peu dans une situation inconfortable d'isolement.

Dans une certaine mesure, mai a marqué le dépassement de cette période historique. La réceptivité des travailleurs en nombre encore très restreint évidemment, aux « idées révolutionnaires » permet d'envisager tout autrement la situation de l'avant-garde, en la réinsérant à sa place véritable.

Mais ceci ne peut se faire que si le processus est largement maîtrisé ; le fait que certaines barrières qui séparaient l'avant-garde surtout implantée chez les intellectuels, et la classe ouvrière, soient en partie tombées, ne garantit en aucune manière le succès et la popularité dans la classe ouvrière de telle ou telle initiative de l'avant-garde, ou du groupe politique qui prétend jouer ce rôle.

La possibilité de la jonction entre l'avant-garde et la classe offre de nouvelles perspectives, et de nouvelles possibilités de travail : en aucune manière cette possibilité n'est suffisante pour fonder à elle seule une stratégie, (contrairement à ce que pensent par exemple, les militants de la gauche prolétarienne, pour qui toute action « d'avant-garde » (?) demeure « exemplaire » dans n'importe quelle condition, et forcément comprises par le « peuple »).

LES ETUDIANTS ET LES USINES

L'afflux des étudiants aux portes des usines, en mai, fut souvent le simple constat de la possibilité d'y venir. On allait aux usines, selon la ligne de plus grande pente, et pour constater qu'on y était : « Etudiants, travailleurs, tous unis. » Ce n'était déjà pas si mal, que de vérifier en masse que les verrous avaient sautés, qui maintenaient dans l'ignorance réciproque et l'incompréhension des « couches sociales » et des « secteurs entiers de la vie publique ». Mais c'était encore mieux de comprendre qu'il fallait dépasser rapidement la simple constatation de cet état de fait pour l'exploiter politiquement : il ne suffisait pas de commenter ensemble la puissance des manifestations, et l'ampleur de la répression, mais de donner un sens précis aux coups que l'on pouvait porter au pouvoir.

Ces considérations de bon sens n'atteignaient pas la fraction du mouvement étudiant alors organisée par l'U.J.C.M.L. sur la ligne dite de « front populaire », qui n'était que cette ligne de plus grande pente que suivaient naturellement les masses étudiantes fraîchement révolutionnées (cf. les analyses du « deuxième souffle » qui montrent comment le « maoïsme » tel que nous le connaissons en France, reflète à chaque instant la conscience spontanée du mouvement étudiant). La ligne de « front populaire » n'était que l'affirmation à peine théorisée, du plaisir que l'on avait à se retrouver ensemble, étudiants et travailleurs unis ; en aucune façon, ce n'était une réponse au problème du pouvoir.

Quand la pente fut contraire, quand la farce électorale fit déboucher la crise révolutionnaire sur les vacances, la vague étudiante, qui avait battu un moment les portes des usines, s'en alla mourir sur les plages.

Restèrent, quelques mois, les comités d'action. Mais il fut bientôt évident pour beaucoup de militants qu'il ne suffisait plus de proclamer l'unité des étudiants et des travailleurs pour que, magiquement, cette unité se fasse.

Ce fut l'époque où les révolutionnaires, se protégeant des frimousses et des quolibets par un maigre journal, qui était à la fois leur raison sociale, leur drapeau, et leur excuse d'être là malgré tout, vendaient trois numéros d'« Action » dans une entreprise de trois mille ouvriers, où il s'en était vendu quatre cents quotidiennement en mai, et sans toujours comprendre les raisons de cette fluctuation du marché... Expérience déprimante pour ceux qui ne la comprenaient pas ; l'usine devenait hostile, « plus personne ne venait discuter », dans la foule grise des travailleurs, seuls se distinguaient ceux qui se fendaient d'un sourire de commisération, goguenards du P.C. ou chrétiens émus par ces jeunes-là qui avaient l'héroïsme de crever de froid pour une cause perdue...

Beaucoup se découragèrent, face à cette situation, qui n'était que le résultat de leurs erreurs politiques : l'intervention devait prendre d'autres formes, des formes organisées ; seules, les organisations politiques crédibles étaient capables de capitaliser l'expérience que la classe ouvrière avait acquise en mai : la référence au « mouvement » ne suffisait plus...

Les comités d'action disparurent d'eux-mêmes. Mais la « Cause du Peuple », nouvelle formule, prit le relais ; proclamant toujours que rien n'était changé, qu'on était toujours aux meilleurs jours, que l'idée de reflux était une invention des traitres et des trotskystes, que partout la classe ouvrière se battait, que personne n'avait à lui donner de

Qu'aurait-il fallu faire ? Une vraie campagne révolutionnaire anti-autoritaire qui aurait ressoudé le mouvement de mai, rien que ça. Décidément, le spontanéisme est bien un idéalisme, qui repose sur une conception du prolétariat comme chose à part, secrétant secrètement la théorie (par l'intermédiaire d'articles dans les « Temps Modernes », quand même, et avec l'aide charitable et dissimulée de quelques escouades de spécialistes de la faculté de Vincennes).

Mais ce qu'il est bien plus difficile de faire comprendre à ce type d'individu qu'à n'importe quel travailleur, c'est que, pour que les idées s'emparent des masses et deviennent une force matérielle, il faut déjà qu'elles prennent une réalité organisationnelle, qu'elles soient garanties par la capacité d'une organisation à élaborer et à propager une ligne politique.

LES DEUX AVANT-GARDE

Sur cette capacité, il est possible d'opérer, non pas la mythique jonction « travailleurs - étudiants » mais la fusion militante entre l'avant-garde intervenant de l'extérieur de l'entreprise et les travailleurs qui sont à la tête des luttes. Cela signifie que l'on s'adresse à des militants qui ont déjà une expérience politique ; qu'ils soient des cadres ouvriers éprouvés, ou des jeunes ayant vécu l'expérience de mai.

La classe ouvrière n'est pas un ensemble d'individus indifférenciés, également susceptibles d'acquérir la conscience politique de leur classe du seul fait qu'ils sont exploités ; pour s'adresser à chaque travailleur comme s'il incarnait le peuple ou le prolétariat, il faut avoir une idée bien bizarre, et totalement anti-marxiste, de la réalité ouvrière.

Il faut éviter également de suivre ici la plus grande pente, et de ne s'intéresser qu'aux premiers venus, souvent les plus instables, issus des couches les plus nouvelles du prolétariat :

Il faut éviter de confondre la ligne politique du P.C.F. et de la C.G.T. avec la valeur des militants de ces organisations ; ce n'est pas parce qu'ils se trompent qu'ils sont tous de fieffés coquins.

Pour n'avoir pas évité ces deux écueils, pour n'avoir pas pu les éviter en fonction de son analyse délirante du social fascism, la « Cause du Peuple » s'est contentée avec une bonne conscience parfaite, de ne recruter quelques militants que parmi les couches les plus marginales du prolétariat, ou dans le lumpen : ce qui n'a fait que renforcer, évidemment, le caractère « putschiste » de cette organisation.

S'adresser à des militants ouvriers, c'est, dans notre propagande, ne pas reculer devant la politique. Ils se font aussi une curieuse idée du « monde ouvrier », ceux qui nous reprochent de faire toujours de la politique dans nos tracts et dans nos interventions ; développer une analyse des derniers événements, expliquer le sens de classe de telle ou telle mesure gouvernementale, ou de tel ou tel événement international, ce serait, selon ces gens, passer à cent mètres au-dessus de la tête des travailleurs !

Mais, nous répondions quelques maoïstes, parler politique comme vous le faites, c'est forcément s'adresser prioritairement aux militants formés par le P.C. et la C.G.T... oh ! le beau scandale !

Non, nous ne sortons pas de l'idée que la jonction entre les deux avant-garde, celle qui intervient du dehors et celle qui se bat dans l'usine, se fera autour d'un noyau commun de militants politiques reconnus comme tels sur leur entreprise : la première tâche d'un groupe qui intervient de l'extérieur est donc de faire la preuve du bien-fondé de ses analyses pour les leaders naturels ou potentiels du mouvement revendicatif et politique à l'intérieur de l'entreprise, quelle que soit, par ailleurs, l'appartenance politique de ces camarades à un moment donné.

Il faut rompre avec les méthodes d'intervention directement héritées de mai, qui supposent qu'à l'approche de l'avant-garde étudiante, l'avant-garde ouvrière va se lever dans l'usine, et se jeter dans les bras des frères qui viennent la visiter.

Il faut critiquer impitoyablement les groupes politiques qui se complaisent en de telles images d'Epinal ; ce doit être une règle pour nous, et aussi un thème de notre combat politique.

M. BUZARD.

l'agence autonome de détail

S.
n.
C.
f.

Depuis quelques mois, la presse se fait l'écho d'un problème « crucial », celui du déficit de la S.N.C.F. En tout état de cause, cela nous paraît étrange, d'abord parce que ce problème est déjà très ancien : il est étonnant qu'on n'en parle qu'aujourd'hui ; ensuite, parce qu'il nous paraît normal que la S.N.C.F., service public, soit déficitaire.

Par ailleurs, il est regrettable que les journaux qui évoquent ce déficit ne fassent pas la différence entre le déficit qui peut être considéré comme « normal », pour un service public, et celui qui provient du régime capitaliste QUI ACCORDE DES TARIFS PREFERENTIELS AUX INDUSTRIELS SUR LE TRAFIC MARCHANDISES et, sur le régime voyageurs aux MILITAIRES ENGAGES, FLICS, DEPUTES, CONSEILLERS GENERAUX, ET AUTRES « ELITES ».

La presse nous apprend également que le gouvernement et la S.N.C.F. sont fermement décidés à épouser ce déficit. En supprimant les cadeaux aux monopoles ?

Vous n'y êtes pas du tout ! Au contraire,

en dénationalisant les secteurs potentiellement rentables de la S.N.C.F., et en leur faisant jouer à plein le jeu de la concurrence capitaliste.

Nous avons déjà connu un précédent avec la création de la S.C.E.T.A. : cette société, créée après la libération, avec un budget autonome, ne devait théoriquement employer que des cheminots ; pratiquement, ils ont été éliminés, au fur et à mesure des départs et des mises à la retraite. Elle est aujourd'hui une entreprise strictement privée.

Quels sont actuellement les projets du gouvernement et de la direction de la S.N.C.F. ?

Au cours de la dernière réunion du comité mixte central de l'exploitation, M. Pieffort, futur directeur de l'agence autonome de détail, (qui devrait s'appeler service national des messageries) a fait un exposé sur ce que sera cette agence.

M. Pieffort a insisté sur le fait que l'agence sera avant tout un service de la S.N.C.F. et non un service en dehors des chemins de fer.

I. — QUELLES SERONT LES ATTRIBUTIONS DE L'AGENCE ?

— Elle aura une autonomie de gestion totale, comme l'ont les groupes ;
— Son but sera d'augmenter le tonnage du détail qui diminue de plus en plus ;
— La S.N.C.F. louera ses installations, locaux, quais, etc. à l'agence qui paiera son personnel ;
— Elle facturera les expéditions de service à la S.N.C.F. ;
— Elle aura la possibilité de se servir du transport routier ;
— Il y aura environ 50 succursales (5 à Paris, et 45 en province). Et chacune d'entre elles aura un compte d'exploitation propre.

II. — QUEL SERA LE SORT DU PERSONNEL ?

Ce problème sera examiné en commission mixte du statut (filière, représentation, mesures transitaires, etc.).

Le personnel qui est actuellement utilisé à la manutention, à la taxation, au transbordement, c'est-à-dire le personnel occupé au trafic et expéditions, sera muté à l'agence. (13.500 à 14.000 cheminots environ).

Toutefois, peu de mutations seront réalisées dans les prochains mois, sauf peut-être dans le personnel « cadres » et éventuellement « maîtrise ».

Ces mutations donneront lieu au paiement de l'indemnité exceptionnelle prévue à l'accord-cadre du 11-7-68.

Les agents mutés garderont leur statut actuel de cheminot. LE RETOUR EVENTUEL DE CES AGENTS A LA S.N.C.F. SERA EXAMINÉ EN COMMISSION MIXTE DU STATUT.

La SCETA pourrait devenir une succursale de l'agence.

III. — QUELLE EST LA PROGRAMMATION ENVISAGEE ?

— Au 1^{er} janvier 1970, une équipe commerciale de 15 personnes a été constituée.

— D'ici au mois de mai 1970, 150 agents seront affectés au siège central pour lequel on recherche un emplacement.

— Courant janvier 1970, il a été demandé à chaque arrondissement Exploitation de proposer un agent des échelles 15 à 19 chargé d'assurer la mise en route des succursales. Vraisemblablement par la suite ces agents seront destinés à devenir « chef de succursales ».

— Une nouvelle tarification du détail est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1970.

— Au 1^{er} février 1970, un plan de transport détail a été monté au niveau de l'agence, sous le contrôle de la direction du mouvement.

— En mars 1970, toujours sous contrôle de cette direction l'agence prendra en main la gestion des quais et de la partie « détail » de bureaux des gares.

— Enfin, en avril 1970, interviendra la mise en route des succursales pour arriver dans les 15 mois à la fin de l'opération (autonomie totale).

A certaines demandes de précisions, la direction du mouvement a répondu qu'elle ne pouvait pas prendre position en ce qui concerne le remplacement du personnel de la S.N.C.F. par celui de l'industrie privée :

SEULS LES COMPTES EN « BÉNÉFICE » OU « DÉFICIT » TRANCERONT.

On peut se demander si la S.N.C.F. démantelée, intégrée à fond dans le système capitaliste pourra, même au niveau des intentions, prétendre servir les intérêts des usagers, alors qu'elle n'aura pour but que de réaliser des profits.

Quant à nous, le problème n'est pas de savoir quel patron nous servons, qu'il soit un Etat aux mains des capitalistes, ou tout simplement un capitaliste.

Le problème est de savoir si nos camarades mutés à l'Agence Autonome de détail conserveront les avantages des cheminots, et si ceux qui resteront à la S.N.C.F., compte tenu de la division envisagée, ne seront pas encore plus vulnérables aux attaques faites au sein même de la S.N.C.F. contre la mutuelle, les avantages acquis, etc.

Si l'on en croit le compte rendu du Comité Mixte central, les assurances qui nous sont données en ce qui concerne notre statut et nos avantages sont très incertaines.

Nous ne rentrerons pas dans le jeu des réformes capitalistes.

— Les employés de la S.N.C.F., et les employés de l'Agence sont tous des cheminots, confrontés aux mêmes problèmes, victimes des mêmes attaques.

— Nous ne ferons pas le jeu du capitalisme en divisant et en affaiblissant notre lutte :

NOUS RESTERONS SYNDICALEMENT ORGANISES DANS LES MEMES FEDERATIONS D'INDUSTRIE.

— Nous exigeons le maintien du statut de cheminot pour nos camarades mutés à l'agence.

— Nous exigeons l'attribution de statut de cheminot à tous les camarades embauchés par cette agence.

— Nous exigeons le maintien intégral des avantages acquis POUR TOUS LES CHEMINOTS.

Correspondants.

renault : un bon a

Après la grève du 23 octobre 1969, après les attaques d'Aimé Halbeher (secrétaire général de la CGT-Renault) contre les gauchistes, les bureaucrates syndicaux n'ont pas tenu ce qu'ils promettaient : « Le 23 octobre devrait constituer le premier pas vers des larges luttes de masse dans les semaines à venir » (voir Rouge n° 36 et 37).

PREMIERES MANŒUVRES

Au cours du dernier trimestre 1969, le gouvernement lance dans le cadre de la participation, l'opération actionnariat à la Régie. Les bruits les plus divers couraient alors dans l'entreprise, tant sur le montant des actions que sur les critères pour y avoir droit.

Malgré cela, rien de bien sérieux : décidément l'affaire était étouffée dans l'oeuf : les travailleurs de la Régie n'étaient pas disposés à devenir des « capitalistes » comme le préconisait Chaban-Delmas (voir Rouge n° 37).

Donc, pas de luttes de masse. Mais de petites grèves sectorielles qui éclatent ça et là sur des revendications importantes : la suppression des études de poste, le relèvement des bas coefficients, la lutte contre les cadences. Dans d'autres usines de la Régie, l'agitation reprenait de plus belle, au Mans notamment, où les travailleurs des traitements thermiques demandaient leur alignement sur les taux des forges-fonderie (voir Rouge n° 38). Dreyfus lock-outait 9.500 travailleurs : la manœuvre de division ayant échoué, il était contraint de satisfaire les revendications.

Pour les directions syndicales, il était important de gagner du temps et, d'ailleurs, ne devaient-elle pas rencontrer la direction de la Régie dans le courant du premier trimestre 1970, discussion qui porterait sur la mensualisation et la réduction de la durée hebdomadaire de travail ?

LES ACCORDS

Le 18 février, c'est la prise de contact : d'emblée la direction déclare qu'il n'est pas question d'aller plus loin et décide de commun accord avec les syndicats une prochaine rencontre.

Pendant ce temps les syndicats développaient dans des tracts leurs programmes revendicatifs respectifs, à l'exception de F.O. qui, fidèle à elle-même, reste dans l'ombre.

Pour la direction C.G.T. :

- 5 % d'augmentation des salaires à titre de rattrapage du pouvoir d'achat.
- Un calendrier de retour progressif aux 40 h.
- La suppression des coefficients 130 et 135.
- La mensualisation pour tous.
- Un système de pré-retraite.
- L'échelle mobile des salaires.

A cela, il faut apporter quelques remarques :

- 5 % d'augmentation ne correspondent pas aux hausses de prix enregistrées ces derniers mois.
- Rien n'était prévu pour la progression du pouvoir d'achat.

— Le retour progressif aux 40 h était une revendication tactiquement fausse : la C.G.T. n'avait pas à prendre en considération les difficultés de la Régie, mais les exigences des travailleurs.

— Le système de pré-retraite constituait une régression par rapport à la revendication de retraite à 60 ans, défendue depuis longtemps par la C.G.T.

Dans le programme revendicatif de la C.F.D.T. défendu à ce moment, on trouve par contre peu de choses :

- La mensualisation pour tous tout de suite.



AUGMENTATION
ÉGALÉE
POUR TOUS

— Les 40 h tout de suite.

— 100 F d'augmentation pour tout le personnel.

Connaissant les propos opportunistes de la C.F.D.T. depuis juin 68, il était intéressant de savoir quelles formes d'action elle envisageait... mais ce fut en vain que ce syndicat expliqua aux travailleurs la nécessité de développer des formes concrètes de lutte. Par ailleurs, les 100 F d'augmentation pour tous étaient avancés surtout dans l'esprit C.F.D.T. « pour casser la hiérarchie » ; d'autre part, pas un mot sur le relèvement des bas salaires.

Ce sont ces propositions qui furent discutées à la deuxième réunion direction-syndicats.

Les premières propositions du côté de la direction étaient les suivantes : qu'il fallait régler point par point les revendications et qu'elle était disposée à mensualiser les O.S. ayant 20 ans d'ancienneté (avant, c'était 25 ans).

Il était évident que ces propositions étaient loin d'être satisfaisantes, les directions syndicales s'attachant à dire que cela ne concernait pas toutes les catégories du personnel horaire.

Quelques jours plus tard, nouvelles propositions patronales :

Mensualisation :

O.S. ayant 15 d'ancienneté.

P1 ayant 10 d'ancienneté.

P2 ayant 5 d'ancienneté.

Etant entendu qu'il s'agissait d'un passage préférentiel (25 % des travailleurs ayant les critères requis). C'était un progrès par rapport à la première proposition, mais c'était aussi très loin des exigences des travailleurs. On pouvait cependant être surpris de la tactique de la direction : 2 propositions consécutives sans en être contrainte dans l'immédiat.

Dans le courant de la semaine suivante, troisième et dernière proposition de la direction :

Mensualisation :

Au 1^{er} juin 1970 :

OS ayant 15 d'ancienneté.

P1 ayant 10 d'ancienneté et 3 ans dans la profession.

P2 ayant 5 ans d'ancienneté et 2 ans dans la profession.

P3 ayant 1 an d'ancienneté.

Au 1^{er} mars 1971 :

OS ayant 10 d'ancienneté.

P1 ayant 10 ans d'ancienneté.

P2 ayant 3 ans d'ancienneté.

P3 ayant 1 an d'ancienneté.

Au 1^{er} mars 1972 :

OS ayant 5 ans d'ancienneté.

P1 ayant 5 ans d'ancienneté.

P2 et P3 ayant 1 an d'ancienneté.

Au 1^{er} mars 1973 :

OS ayant 3 ans d'ancienneté.

P1 ayant 3 ans d'ancienneté.

P2 et P3 ayant 1 an d'ancienneté.

Les prestations en cas de maladie passent de 8 F à 10,50 F pour les travailleurs horaires.

Réduction du temps de travail :

1/2 heure par semaine au 1^{er} juin 1970.

1/2 heure par semaine au 1^{er} octobre 1970.

Salaires : 6 % d'augmentation pour l'année 1970.

Refus en ce qui concerne la retraite, la suppression des études de poste et le relèvement des bas salaires.

Nous pouvons en tirer plusieurs conclusions : d'abord il faudra 3 ans d'ancienneté pour être en fin de compte mensuel en 1973. Si l'on évalue la proportion des travailleurs immigrés à 30 % et si l'on tient en compte que ces camarades viennent souvent pour une durée limitée, ils ne bénéficieront pas des avantages proposés pour le reste du personnel. Le statut mensuel proposé n'est pas le même pour la maîtrise et il est encore différent pour les cadres. La prime d'ancienneté est calculée au pourcentage et elle creuse une fois encore l'écart entre les hauts et les bas salaires. La réduction du temps de travail proposée est très insuffisante et appliquée de façon graduelle elle est compensée par les augmentations de cadences.

UN POINT IMPORTANT POUR DREYFUS : LA SIGNATURE

La manœuvre de la direction est simple : il est possible de signer sur des points séparés. Mais si les syndicats ne signent pas sur la réduction d'horaire, il n'y aura point de réduction d'horaire en 1970. Si les syndicats ne signent pas sur la mensualisation, la direction ne maintiendra que sa première proposition (20 ans pour les OS).

La direction fait la démonstration qu'elle est capable de réduire le temps de travail en 1970. De même elle est capable de mensualiser une partie du personnel, tout cela sans luttes. Mais avec les signatures des directions syndicales.

On est en droit de se poser plusieurs questions : Pourquoi Dreyfus cherche-t-il l'accord des organisations syndicales, alors qu'en décembre 1968, il ne voulait même pas discuter avec elles ? A-t-il tant besoin de la paix sociale dans son entreprise ? Est-ce une tentative de la bourgeoisie de prouver à l'opinion qu'il est désormais possible de s'entendre et de discuter sans que pour autant des luttes manifestent le mécontentement des travailleurs ?

Aucun bureaucrate n'a essayé d'analyser cette manœuvre, chacun devant consulter ses adhérents. Le Congrès de la C.G.T.-Renault, qui avait lieu à ce moment, devant fixer la position du syndicat, il est intéressant de noter à ce sujet qu'une quinzaine de délégués ont voté contre. Avant ce Congrès, comme après, les problèmes restant posés, rien n'était réglé. Les décisions à prendre concernant les luttes à venir n'ont même pas été évoquées.

ccord ?

LA « CONSULTATION - ACTION REVENDICATIVE »

C'est sans doute pour masquer ces insuffisances que les directions C.G.T. et C.F.D.T. ont consulté d'une manière habile le personnel.

Un tract commun fut édité : d'un côté les propositions de la direction sur lesquelles il fallait se prononcer en bloc, alors qu'il pouvait y avoir des accords sur des points séparés. De l'autre côté ce qu'il restait à obtenir, en mentionnant bien que les organisations syndicales s'engageaient « partout où c'était possible » à développer la lutte revendicative sur les points restés dans l'ombre.

La C.F.D.T., fidèle à son opportunisme habituel, changeait de tactique : elle venait d'accepter des luttes sectorielles sur des revendications générales, à moins qu'elle ne pense plus simplement qu'il faut attendre la fin 70 pour reprendre l'action revendicative.

Cela se termine comme le 23 octobre 69 : les accords Renault sont-ils un premier pas vers de larges luttes de masse ?

Pour les militants révolutionnaires, en tout cas, rien n'est réglé, le plus important reste à faire. Seule l'action revendicative mobilisant l'ensemble des travailleurs fera aboutir nos revendications.

L'INTERVENTION DES MILITANTS DE LA LIGUE COMMUNISTE

Tous ces points ont été largement développés par les militants marxistes-révolutionnaires chez Renault. Dans les limites où le permettent le rapport de forces et la marge de manœuvre dont disposent les militants révolutionnaires, à l'intérieur de leurs sections syndicales et auprès de leurs camarades de travail, autour d'eux. Et largement, avec toutes les explications qui s'imposent, dans les feuilles de la Ligue distribuées sur la boîte : *Renault Rouge*, la feuille hebdomadaire de 4 pages, distribuée massivement aux portes de l'usine, et la *Zone Rouge*, le journal de 16 pages, abondamment illustré, dont la présentation soignée fait l'admiration de tous et, ce qui est plus important, les engage à entreprendre la lecture, distribué à plusieurs centaines d'exemplaires, uniquement à l'intérieur de l'entreprise.

Notre intervention est conçue de telle sorte que nous développons constamment, de pair, l'agitation et les explications sur les événements touchant directement les travailleurs de la Régie et la propagande et les campagnes nationales prises en charge par la Ligue. On trouvera dans toute notre activité, dans tout le matériel que nous sortons ces deux axes qui loin d'être contradictoires sont parfaitement complémentaires et indispensables. Ils servent de support à notre intervention syndicale. Ainsi, et pour ne donner qu'un exemple, la campagne pour la libération des soldats emprisonnés et contre l'empragagement de la jeunesse dans l'armée bourgeoise n'a jamais été sentie par les militants comme une obligation à laquelle il fallait bien souscrire, comme une surcharge de travail : elle a permis de faire une propagande anticapitaliste tout à fait conséquente, sur les mécanismes mêmes de domination bourgeoise, elle a permis d'exprimer un rapport de forces vis-à-vis du P.C.F. dans un terrain où il se sent tout à fait démunis (voir *Rouge* n° 52, article sur la campagne chez Renault). Et pour cause ! Notre campagne renoue avec des traditions antimilitaristes du mouvement ouvrier, dont on a pu voir qu'il suffisait de les attiser pour les voir renaitre, traditions avec lesquelles le P.C.F. a rompu depuis belle lurette ! Après le succès sans précédent du meeting place Nationale, la campagne continue, avec des affiches sériographiées et le bulletin du Comité Renault, les Fortes Têtes. Parallèlement à la campagne unitaire du Comité, les militants de la Ligue développent leurs propres thèmes et mots d'ordre sur l'armée bourgeoise : une *Zone Rouge* spéciale Armée est en chantier !

Mais à l'occasion des discussions sur l'accord proposé par la direction, nous avons décidé de lancer une véritable campagne d'agitation sur les augmentations de salaire non-hierarchisées.

UNE CAMPAGNE D'AGITATION POUR UNE AUGMENTATION NON-HIERARCHISEE

La première chose qu'on puisse dire aujourd'hui, déjà, c'est que le moment choisi était particulièrement propice pour lancer une telle campagne. Pour reprendre la phrase classique, nous pouvons dire que ce n'est pas par hasard...

De mûres réflexions ont précédé le début d'une telle campagne. Dans le travail que nous faisons au sein des entreprises et en direction des entreprises, rien n'est plus néfaste que de « balancer » une revendication ou un mot d'ordre « plaqué », qui tombe à côté. Des analyses fines sont nécessaires sur la période, sur le rapport de forces national et local, sur la position des directions syndicales, sur nos possibilités militantes, sur notre capacité à prendre en charge ce que nous avançons, sur l'état d'esprit des travailleurs dans la boîte, sur leurs préoccupations à un moment donné, etc. Tout cela est bien évidemment impossible sans un minimum de forces, sans avoir dépassé un certain seuil dans notre accumulation de forces. Pour des analyses tactiques ayant des implications concrètes, des conversations aux portes de l'usine avec des contacts ne suffisent pas.

Ces discussions préalables entre les militants sont loin d'avoir abouti à l'unanimité le premier jour. Mais une fois la décision arrêtée, elle avait été bien étudiée, dans toutes ses conséquences, les arguments affirmés, les militants prêts à entreprendre la campagne.

En effet, avant les rencontres des syndicats avec la direction, la discussion était largement lancée parmi les travailleurs sur les revendications. Les syndicats se présentant chez Dreyfus sans plate-forme commune, c'est la direction de la Régie qui allait prendre l'initiative et délimiter le terrain sur lequel porterait la discussion.

Dans ce climat de discussion, nous devions verser au débat le problème des augmentations salariales : hiérarchisées ou non-hierarchisées ?



Il importait de faire cela sous forme polémique, premièrement pour effectivement provoquer la discussion sur ce sujet (c'était là le premier but fixé), mais en montrant également les implications pratiques d'une telle revendication, les mots d'ordre qui en découlent et ce que cela signifierait concrètement, pour intéresser les travailleurs, et que cela n'ait pas l'air d'une discussion académique et vaseuse.

AUGMENTEZ NOS SALAIRES

La revendication d'augmentation égale pour tous avait déjà été avancée par la C.F.D.T., comme nous l'avons dit plus haut. Mais elle avait : d'abord « oublié » de parler du relèvement des bas salaires, revendication complémentaire, chose qui n'est pas passée inaperçue pour la C.G.T. qui s'est appuyée là-dessus pour écarter une telle revendication ; ensuite, lancé le mot d'ordre de 100 F pour tous avec si peu d'explications, ou avec des justifications si faibles que cela n'avait convaincu personne.

Nous avons commencé, nous, avec un *Renault Rouge* qui avait pour titre : *Augmentez nos salaires !*, le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il a retenu toutes les attentions. C'était l'objectif escompté. Le premier article sur le sujet, quoique long et très politique, a été très lu et discuté.

Nous disons que les explications que nous avons fourni dans *Renault Rouge* étaient très politiques parce qu'il est clair que pour une telle revendication on ne peut pas se borner à avancer des calculs économiques mais qu'il faut expliquer les implications politiques de l'augmentation égale pour tous par rapport à la hiérarchie.

Ainsi, la hiérarchie est un aspect fondamental du système capitaliste et il serait donc utopique dans le cadre du système de prétendre la supprimer totalement : cela demanderait ni plus ni moins que l'abolition du salariat. Mais sans sombrer dans ces illusions, nous pouvons et nous devons avancer des revendications qui atténuent la hiérarchie, au lieu de la préserver, qui diminuent les écarts, au lieu de les accroître, et qui renforcent donc l'unité des travailleurs.

Cela est possible en luttant :
— pour le relèvement des bas salaires, par la suppression des bas coefficients et la compression de la grille vers le haut en supprimant les différents indices, coefficients et taux par catégorie, ce qui revient à la suppression des études de poste, arme de division du patronat contre la classe ouvrière.
— et, en plus, une augmentation de 100 F pour tous.

COMMENT ONT ETE ELABOREES LES MOTS-D'ORDRE

La suppression des études de poste est une position de principe remise à l'ordre du jour par les grévistes du Mans au printemps 1969 (voir *Rouge* numéros 13 et 14). Elle figure depuis longtemps au programme des organisations syndicales. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de l'organisation de la rentabilité capitaliste. Avancer un seul coefficient par catégorie (O.S., P1, P2, P3) permet d'unifier les travailleurs ayant en fait la même qualification. Avancer un seul taux par catégorie (le maxi) coupe court à toute manœuvre de la maîtrise visant à diviser les travailleurs d'une même qualification ayant en fait le même travail. C'est aussi un moyen de pression dont la hiérarchie ne disposera plus.

Supprimer les coefficients au-dessous de 155, c'est être logique avec soi-même, c'est remonter tous les travailleurs O.S. au coefficient le plus haut de cette catégorie, réalisant ainsi un notable relèvement des bas-salaires.

Compte tenu de tout cela, revendiquer en plus une augmentation de 100 F pour tous c'est demander une augmentation réelle du pouvoir d'achat qui rejoint les exigences des travailleurs.

Et ce n'est pas de la surenchère ni de l'utopie, mais des revendications réalistes plus conséquentes que celles des organisations syndicales. Celes-ci ont beau proclamer leur volonté de supprimer les études de poste et de relever les bas-salaires : les mots-d'ordre par lesquels ces objectifs sont monnayés se révèlent de fait contradictoires avec leurs positions de principe.

COMMENT LES REVENDICATIONS SONT EXPOSEES

Les arguments percutants ne manquent pas. Quand la C.G.T. dit qu'il s'agit d'une revendication démagogique, ce qu'elle exprime par là c'est qu'elle touche de fait les travailleurs. Et les arguments de la C.G.T. pour la défense de la hiérarchie la mettent dans des situations impossibles devant la masse des travailleurs.

Les prix augmentent-ils de la même façon pour tout le monde, qu'il soit O.S. ou ingénieur ?

Lorsque les prix augmentent de 5 %, ce sont les biens de consommation indispensables qui sont touchés (nourriture, habillement, logement, transport et soins médicaux). Cette consommation de produits indispensables correspond à 90 % du budget des familles ouvrières. En sorte que lorsque les prix montent de 5 %, la baisse du pouvoir d'achat d'une famille ouvrière est de 4,5 %. Mais pour un cadre qui perçoit un salaire de 3.000 à 6.000 francs, les biens indispensables représentent 30 à 15 % de son budget, et la baisse du pouvoir d'achat résultant de la hausse de 5 % sur les biens indispensables ne lui est sensible que dans la proportion de 1,5 à 0,75 % seulement.

Demander 5 % d'augmentation pour tous, c'est donc revendiquer un juste rattrapage pour les catégories ouvrières, et une hausse du pouvoir d'achat pour les ingénieurs, les cadres, les techniciens, la maîtrise, alors que même

si nous devons lutter pour une augmentation du pouvoir d'achat de toutes les catégories de travailleurs, c'est pour les ouvriers et les employés que la nécessité de cette augmentation se fait le plus sentir.

En plus, revendiquer 5 % d'augmentation, c'est vouloir que tous les travailleurs luttent pour qu'un cadre soit augmenté de 150 à 200 francs et pour qu'un ouvrier ou un employé soit augmenté de 40 à 50 ou 75 francs seulement.

Seule, la revendication d'augmentation uniforme est capable de renforcer l'unité des travailleurs qui se mobilisent alors dans une lutte commune pour un objectif commun : le rattrapage de leur pouvoir d'achat.

Comment la C.G.T. et le P.C.F. peuvent-ils alors affirmer que l'augmentation hiérarchisée renforce l'unité des travailleurs et qu'au contraire, la revendication non hiérarchisée « dressera les catégories de travailleurs les unes contre les autres et par voie de conséquence affaiblira l'action de tous » ? (« L'Humanité » du 13-3-70).

Les revendications qui font l'unité des travailleurs, ce sont bien celles qui réclament le même avantage pour tous : la retraite à 60 ans, les 40 heures pour tous, etc. On ne réclame pas la retraite à 60 ans pour les cadres, et à 65 ans pour les manœuvres, ce serait diviser les travailleurs !

Reclamer l'augmentation uniforme, c'est faire que chacun ne lutte pas pour son augmentation : l'O.S. pour 50 francs, l'O.P. pour 80 francs, le cadre pour 300 francs, mais que nous luttons tous pour une revendication commune : 100 francs pour tous.

Les travailleurs savent bien que sur le bulletin de paie, les 5 % pour tous de la C.G.T. s'écrivent 50 F pour l'un, 80 F pour l'autre, 300 F pour le dernier.

Bref, la C.G.T. a du mal à ressortir devant les travailleurs les perles de la revue *Option* de l'U.G.I.C.-C.G.T. (ou de n'importe quel bulletin syndical du collègue technicien ou cadre d'ailleurs) sur le standing des ingénieurs et ainsi de suite. Comment justifier le « besoin » de la résidence secondaire devant des travailleurs immigrés qui s'entassent dans les bidonvilles ? A moins de faire appel à la Providence... Les staliniens se retrouvent secs.

QUAND UNE IDEE S'EMPAIRE DES MASSES..

Notre campagne fait tilt. Quand une idée s'empare des masses, elle devient force matérielle. Cela fait peur aux bureaucraties.

Preuves de l'écho de la revendication d'augmentation égale pour tous dans l'entreprise : dans le texte préparatoire du dernier congrès de la C.G.T.-Renault, dans le chapitre « revendications » qui recouvre trois quarts de page, tout un paragraphe explique que « certains syndiqués » se laissent emporter par l'augmentation uniforme... Halberer, dans son rapport introductif, revient à la charge... On dit même que la délégation de la C.G.I.L. (la C.G.T. italienne), qui a du mettre à son programme revendicatif l'augmentation égale pour tous au cours des grandes luttes des travailleurs italiens, s'est trouvée un peu gênée au congrès. A la C.E. de la C.G.T. des E.T.D.A. (employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise) le bureaucrate de service part en guerre contre cette revendication « défendue par Rouge et la C.F.D.T. ». Des groupes se forment à l'intérieur de l'usine pour discuter *Renault Rouge* et le traduire au besoin (parmi les immigrés) et partout on retrouve le même écho favorable. Il n'y a pas de doute : l'idée fait son chemin.

UNE REMISE EN CAUSE DE LA LIGNE DE LA CGT

Les bureaucraties critiquent nos revendications par réflexe disciplinaire : ce n'est pas la ligne. Mais le cœur n'y est pas. Il suffit de donner des exemples d'entreprises où la C.G.T. défend cette revendication pour les laisser pantois, sans savoir plus quoi dire. Et ces cas-là existent : à Boulogne-Billancourt même, par exemple, chez Dassault. Ailleurs, à Elf, etc.

Le réformisme de la C.G.T. ne se manifeste pas uniquement dans sa façon de mener les luttes, mais aussi dans certaines des revendications qu'elle défend. Le cas des augmentations salariales est flagrant. C'est toute la ligne d'alliance avec les couches moyennes (intérêt porté aux ingénieurs et cadres), d'électoralisme, de démocratie économique et sociale (avancée) qui se trouve là-dedans.

Il n'est pas étonnant que la lutte pour des augmentations uniformes devienne donc une bataille éminemment politique. C'est autour de la conception même de l'unité que nous nous affrontons là au P.C.F. Sur la base des intérêts de qui doit-elle se réaliser ? Voilà une question soulevée à cette occasion dont l'enjeu est de taille pour le mouvement ouvrier.

Rendre palpable aux travailleurs ce que représente une telle revendication, de quelle façon elle unifie leurs buts de lutte, c'est poser un jalon pratique dans notre perspective de réactualisation d'une stratégie révolutionnaire pour le mouvement ouvrier en France. Voilà pourquoi nous continuerons à lutter chez Renault, pour :

— suppression des études de postes et relèvement des bas-salaires :
— un seul coefficient par catégorie : O.S., P1, P2, P3 ;
— un seul taux par catégorie : le maxi ;
— suppression des coefficients au-dessous de 155.
en plus, augmentation de 100 francs égale pour tous !

Correspondants,
(Renault-Billancourt).

asie du sud-est :

une lutte prolongée

En quelques semaines, le déroulement de la lutte révolutionnaire au Sud-Est asiatique vient de connaître d'importantes modifications. Le rapport de forces entre forces révolutionnaires et impérialisme se modifie sensiblement par la recrudescence des opérations militaires du F.N.L. au Sud-Vietnam, les succès considérables des forces révolutionnaires au Laos, le renversement du chef d'Etat neutraliste du Cambodge, Norodom Sihanouk.

L'ensemble de ces événements confirme — s'il en était encore besoin — que le sort de la révolution socialiste ne se joue pas seulement au Vietnam mais bien à l'échelle de tout le Sud-Est asiatique.

S'il est impossible de construire le socialisme dans un seul Vietnam, en revanche, l'extension de la révolution à tout le continent est l'issue logique du processus de révolution permanente dans cette région du globe. De même que la lutte de libération nationale dirigée par le prolétariat et son avant-garde transcrit en révolution socialiste, de même la révolution socialiste bouscule les barrières nationales pour se développer en un processus international selon un développement inégal mais combiné.

Les derniers développements de la situation dans l'Asie du Sud-Est viennent illustrer la thèse fondamentale de Trotsky selon laquelle : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. »

En conséquence, la question que nous devons nous poser est celle-ci : les récents événements profitent-ils aux forces révolutionnaires ou à l'impérialisme américain ? La guerre du Vietnam fera-t-elle tache d'huile sur les pays limitrophes ? Quelle peut en être encore la durée ?

LAOS : UNE NOUVELLE ESCALADE

Par une ironie du sort (qui n'est telle que pour les experts américains incapables de comprendre politiquement que l'heure du départ est arrivée) c'est au moment où l'on parle de « vietnamiser » le conflit au Sud-Vietnam pour permettre un éventuel retrait des troupes U.S. que les militaires doivent envisager de nouvelles interventions à l'extérieur du Vietnam. L'extension de l'agression militaire directe à l'ensemble du continent paraît inévitable pour résister à la pression considérable des guérilleros. L'impasse est évidente : 500.000 G.I.'s n'ont pu venir à bout des guérilleros vietnamiens ; comment les mêmes troupes (et peut-être moins) seraient-elles capables d'éteindre le brasier qui s'étend à d'autres pays ?

Certes, depuis plus de six ans déjà, les bombardiers U.S. écrasaient sous les bombes les territoires libérés du Laos, mais désormais le spectre d'un « second Vietnam » hante les dirigeants américains : ils se voient contraints d'envisager un envoi de troupes assez important pour protéger plus efficacement les régimes dégénérés du fantoche laotien Souvanna Phouma ou des nouveaux dictateurs de Phnom-Penh.

Or, depuis 1964, la situation a bien changé : les succès rapides escomptés lors de l'escalade au Vietnam se sont transformés en une longue guerre d'usure, l'approbation ou l'indifférence de l'opinion américaine à l'égard de l'escalade se sont changés en une forte hostilité (y compris de la grande bourgeoisie américaine) à l'égard de nouveaux envois de troupes. Bien plus, les récents moratoires de novembre et décembre 1969 ont démontré que la majorité de l'opinion publique américaine était

favorable à un retrait rapide de toutes les troupes U.S. du Vietnam. D'influentes personnalités réactionnaires du Sénat américain, tel William Fulbright, ont sévèrement critiqué la politique de Nixon en s'opposant à tout accroissement de l'aide militaire au Laos. L'opposition est si vive que l'administration Nixon est contrainte de cacher honteusement l'ampleur de l'engagement, en pétendant absurdement qu'il n'y a pas eu d'accroissement de l'effort militaire, en maquillant ses propres avions ! La réalité est bien différente. Si l'on en croit la presse bourgeoise elle-même (*Le Monde*, 6 mars 70), les Américains ne se font guère d'illusion sur les forces du régime Souvanna Phouma et ils savent fort bien que le Neo Lao Haksat est à même de submerger totalement le pouvoir fantoche et de contrôler l'ensemble du Laos. Tout retrait des forces militaires américaines conduirait à l'affondrement immédiat du régime pro-impérialiste de Souvanna Phouma. Au contraire, dès à présent, les Américains sont contraints pour résister à la pression des forces communistes d'envisager l'envoi de troupes en quantités importantes (1). Une nouvelle escalade au Laos est à l'ordre du jour avec toutes les répercussions locales et internationales que cela comporte.

LA POSITION DU FRONT PATRIOTIQUE LAO

A maintes reprises dans l'histoire du Laos, l'organisation de Souphanouvong avait fait preuve d'un caractère extrêmement conciliant pour ne pas dire opportuniste : par deux fois en 1957 et en 1962, les forces communistes (ou plus exactement « patriotiques ») avaient accepté de participer à un gouvernement de coalition incluant toutes les forces politiques y compris les nationalistes d'extrême droite. Par deux fois, cette coalition contre nature avait volé en éclats sous les menées souterraines des impérialistes. L'envoyé spécial du Front patriote à Vientiane la semaine dernière était-il chargé de discuter de la reconstitution de la coalition ? On peut en douter car la rédition d'une solution de type accord de Genève 1962 paraît impossible dans le contexte actuel de l'engagement américain au Sud-Est asiatique. Tout compromis de ce type est écarté *a priori* par les deux parties.

Par ailleurs, le Neo Lao Haksat a proposé une solution en cinq points, le 5 mars 70, qui ressemble aux propositions du F.N.L. pour le Sud-Vietnam et qui demande en premier lieu l'arrêt inconditionnel des bombardements suivis d'élections générales et de la réunification du pays. Ces positions récentes traduisent un certain durcissement des positions du Front qui s'aligne strictement sur les positions de son homologue vietnamien. Dans une brochure récente (2), le secrétaire général du Neo Lao Haksat, Phoumi Vongvichit, retracant l'histoire de la lutte du peuple laotien, met l'accent sur le rôle dirigeant du Parti Révolutionnaire Lao (P.C. laotien) au sein du Front en des termes auxquels la phraséologie « patriotique » et « nationale démocratique » du Neo Lao Haksat nous avaient peu habitués.

Dans ces conditions, il est clair que Souvanna Phouma totalement discrédité comme fantoche aux yeux des Laotiens, ne peut plus jouer le rôle conciliateur qui fut le sien par le passé. L'affrontement entre les forces communistes qui contrôlent les deux tiers du territoire et la moitié de la population (1,5 million), et le pouvoir fantoche en est d'autant plus aigu. La victoire des premières à terme ne fait aucun doute.

CAMBODGE : UN COUP D'ETAT MANQUE

A la décomposition du régime laotien fait écho le coup d'Etat de Long Nol au Cambodge et l'évittement de Norodom Sihanouk. Il s'agit là de l'événement majeur des deux dernières années depuis l'offensive du F.N.L. en 1968. Dans un premier temps, le coup d'Etat de Long Nol correspond à un renforcement de l'influence américaine dans un pays qui se flattait jusque là d'être « indépendant ». Le rapprochement des liens avec Washington en 1969 décidé par l'extrême droite laotienne et accepté par Norodom Sihanouk, la reprise des relations diplomatiques, n'ont pas suffi aux impérialistes. Il leur fallait une clique directement à leur solde. Ce coup d'Etat appuyé par la C.I.A. rappelle étrangement celui d'avril 64 au Laos qui avait prévalu à un accroissement de l'engagement militaire U.S. dans ce pays.

Pourtant l'opération Long Nol semble bien avoir fait faillite.

Les Américains semblent avoir mal évalué le poids politique de Norodom Sihanouk auprès de l'opinion cambodgienne. Ce dictateur « socialiste royal » avait réussi, grâce à une politique habile de jeu de balance entre l'Est et l'Ouest, à jouer un rôle important dans le Sud-Est asiatique. S'approvisionnant tour à tour aux ateliers les plus divers, il avait pu faire de son pays une « oasis de paix » sans pour autant entraver la progression de quelques milliers de guérilleros cambodgiens, les « Khmers rouges ». S'essayer à jouer les

« Gaulle » du Sud-Est asiatique, l'utilisation combinée de la démagogie, de la répression et de l'obscurantisme religieux lui a permis de disposer d'un appui populaire important quoique peu stable. Le fantoche Long Nol vendu aux Américains ne peut en dire autre.

On comprend dès lors l'importance des émeutes qui ont éclaté en province après l'évittement du « père bien aimé ». L'armée de Long Nol aurait déjà fait plusieurs centaines de morts. La révolte gronde notamment dans les régions d'implantation de la guérilla. S'agit-il seulement de manifestations de soutien à Sihanouk ou bien de mouvements plus révolutionnaires ? Il est encore un peu tôt pour le dire !

Tout donne à croire qu'il s'agit plutôt de la seconde hypothèse vu le relatif discrédit de Sihanouk après ses multiples changements de veste et la situation économique critique dans laquelle il a placé le pays. Par ailleurs, les manifestants, bien organisés et coordonnés, s'en sont pris à des représentants du clergé bouddhique, ce qui au Cambodge vous range tout de suite parmi les « rouges ». Deux députés envoyés de Phnom Penh pour « expliquer » la politique de Long Nol, ont été massacrés...

À terme, les seuls bénéficiaires de la situation sont les Khmers rouges tant que les Américains ne viendront pas soutenir directement, par l'envoi de troupes, le régime de Long Nol. La manœuvre américaine semble donc avoir échoué pour l'instant dans la mesure où le régime fantoche a peu d'assises dans le pays contrairement à celui de Sihanouk.

DES VIRAGES DANGEREUX...

Sihanouk a lui-même reconnu son « impardonnable naïveté » : on ne peut qu'être d'accord avec lui lorsqu'on examine la manœuvre puérile de « radicalisation accélérée » après son renversement. Celui qui posait la trinité *nation - religion - roi* comme fondements du royaume des années 50 appelle maintenant à former des maquis anti-impérialistes. Celui qui déclarait à la fin de 69 que la lutte contre la rébellion et la subversion communiste serait menée avec énergie critique maintenant le régime fasciste et pro-impérialiste de son ancien ministre ! Un revirement aussi rapide risque d'être peu compris par les anciens partisans du roi à moins qu'ils ne le prennent au mot et basculent du côté des « Khmers rouges » que Sihanouk avait pendant les dernières années essayé en



ngée

vain de décapiter. Quoiqu'il en soit, Sihanouk, dans le déclenchement d'une lutte populaire de grande envergure, ne saurait jouer le rôle d'un Souphanouvong ou d'un Hô Chi Minh. Son rôle historique semble être arrivé à son terme. L'acteur retourne dans les coulisses, la guérilla cambodgienne quoique très minoritaire risque d'occuper dans les années à venir le devant de la scène.

Plus intéressante est la position des pays étrangers notamment ceux du camp du socialiste. Pour Moscou, Sihanouk a toujours été un maillon important de sa stratégie (?) de « coexistence pacifique » qui appuyait systématiquement les forces neutralistes. C'est pourquoi son départ peu glorieux affaiblit les positions conciliaires de la diplomatie soviétique en Asie (rappelons que la mission Minime (3) s'était efforcée de convaincre l'année dernière Souphanouvong de « reprendre contact avec la droite laotienne ! »). On ne s'étonnera pas de voir l'U.R.S.S. apporter « son soutien maximum » à Sihanouk lors de son voyage à Moscou. Gageons que les Soviétiques essaieront par tous les moyens de redonner au prince un rôle qu'il ne peut plus jouer (fût-ce au détriment du mouvement révolutionnaire local).

La position de Pékin est plus circonspecte quoique Norodom Sihanouk ait toujours disposé d'une solide considération auprès des Chinois. Peut-être vont-ils découvrir en lui un authentique chef populaire tout comme à l'inverse ils ont dénoncé soudainement comme « fasciste » le régime de Ne Win dont le « socialisme birman » s'accordait jusqu'alors avec les intérêts diplomatiques de la Chine (jusqu'au moment où par malheur éclatèrent des troubles antichinois à Rangoon... en mai 67). Mais pour l'instant, les dirigeants chinois restent sceptiques sur les « vertus révolutionnaires » du prince appelant subtilement à la lutte armée sans autres précisions. Ils seraient plutôt enclins à soutenir la guérilla locale qui a fait ses preuves depuis quelques années.

La position des Vietnamiens est conforme à leur subtilité diplomatique traditionnelle (4) tant que le régime de Phnom Penh tolérait la présence de troupes sur la frontière Est et le transit d'armes par les ports cambodgiens le Nord-Vietnam et le G.R.P. se bornaient à soutenir « la direction clairvoyante du chef d'Etat N. Sihanouk ». Pour cela, on semblait ignorer les activités des « Khmers rouges » qui restent encore très isolés et peu reconnus. En fait, le silence officiel n'empêchait pas une aide discrète quoique faible plus conforme à l'internationalisme des Vietnamiens (Cf. « Rouge »).

N° 53, 23 fév. 70). Dans un premier temps, le coup d'Etat au Cambodge risquait d'être très dangereux pour eux. En fait, vu le faible pouvoir du nouveau régime, la situation n'est pas radicalement modifiée. Seuls, les maquisards du F.N.L. risquent de poser des problèmes conjoncturels. Le Front qui dispose de troupes importantes à proximité de la frontière cambodgienne serait alors contraint de lancer une offensive pour desserrer l'étau et renverser la situation (ce qui semble se dessiner à ce moment).

UNE IMPASSE REELLE POUR L'IMPERIALISME

Contrairement à ce qui s'est passé en 1954 et en 1962, le temps n'est plus à de nombreux accords de Genève où les puissances impérialistes secondées par la politique conciliatrice des bureaucraties soviétiques et chinoises pourraient « résoudre le problème » au détriment des forces révolutionnaires de ces pays. Aujourd'hui, par suite de la modification du rapport de forces à l'échelle internationale, la parole est au fusil : ce sont les combattants eux-mêmes qui font valoir leurs exigences face à l'impérialisme U.S.

De ce fait, la coordination des différentes forces de guérillas amène les révolutionnaires à considérer la pluralité des fronts dans l'ancienne Indochine et leur interdépendance. (Ainsi, une telle liaison entre Pathet Lao et Viet Minh avait été décisive en 53 lors de l'offensive de la Plaine des Jarres et du volte-face sur Dien Bien Phu). Le mot d'ordre de « Che » Guevara commence à se réaliser concrètement, y compris dans l'ancienne Indochine. La coordination, la croissance selon un développement inégal mais combiné de toutes les forces guérilleros qui existent dans tout le Sud-Est asiatique (Birmanie, Thaïlande, Laos, Cambodge, Vietnam, Indonésie, etc.) devient un problème urgent. Le problème de leur unification idéologique également : le dogmatisme maoïstique ou maoïste doit faire place à l'analyse de la situation concrète dans chaque pays.

L'IMPORTANCE DE LA PROPAGANDE ANTI- IMPERIALISTE DANS LES PAYS CAPITALISTES

En dernier lieu, au moment où le développement du conflit vietnamien replace l'Asie au premier plan de l'actualité au même titre que l'accentuation de la lutte des classes au Moyen-Orient et la radicalisation de l'avant-garde combattante, force nous est de constater que les groupes politiques d'avant-garde sont loin de développer une propagande anti-impérialiste qui correspondrait effectivement aux exigences de l'heure. La mobilisation réalisée au mois de novembre lors du moratoire américain n'était qu'une étape : (réussie certes mais insuffisante). Aujourd'hui il faut combattre les tendances au repli chauvin des groupes révolutionnaires sur leur propre travail d'implantation à l'échelle nationale et renouer avec les mobilisations anti-impérialistes d'avant Mai qui sont aussi une des tâches d'une avant-garde authentiquement internationaliste.

C'est certain que les formes unitaires valables à une certaine époque (Comité Vietnam) sont aujourd'hui périmées du fait des mutations survenues dans les organisations révolutionnaires et des clivages sérieux tant au niveau théorique qu'au niveau de l'agitation et de la propagande.

Mais c'est là une raison supplémentaire pour organiser en commun sous la forme d'un front d'organisations des campagnes d'une ampleur suffisante avec toutes les organisations qui sont dans les faits véritablement internationalistes.

A l'heure où les forces révolutionnaires soulèvent tout le Sud-Est asiatique, plus que jamais, il nous faut développer la propagande anti-impérialiste sous la forme de campagnes prolongées.

- Les Américains hors de l'Asie !
- Le pouvoir aux forces révolutionnaires !
- Vive la révolution en Asie du Sud-Est !

2 avril 1970.

A BERTRAND.

(1) « Solution » qui avait déjà été envisagée en 1958 par Eisenhower qui voulait envoyer 30.000 hommes pour faire échec au « gouvernement » d'Union nationale de Souvanna Phouma et Souphanouvong. Ses conseillers d'alors l'en dissuadèrent.

(2) Phouma Vongvith : « Le Laos et la lutte victorieuse du peuple lao contre le néocolonialisme américain » - Hanoï 1965.

(3) Ambassadeur de l'U.R.S.S. au Laos.

(4) Il faudrait tenir compte, de plus, de la situation actuelle au Vietnam sur laquelle nous reviendrons spécialement dans un prochain article.

appel du secretariat unifie de la quatrième internationale

9-3-70

Cela fait maintenant cinq ans que l'impérialisme U.S. a entrepris massivement dans son intervention militaire au Vietnam, une escalade pour sauver le régime fantoche, chancelant de Saigon de la vague révolutionnaire prête à l'engloutir. Le but de l'agression de Washington était et reste d'écraser la lutte de libération nationale au Sud-Vietnam et dans toute l'Asie du sud-est, préservant ainsi une enclave pour l'impérialisme mondial ; affaiblissant l'état ouvrier du Nord-Vietnam pour préparer une éventuelle contre-révolution ; contentant et menaçant la révolution chinoise ; et donnant un « exemple » pour démolir les forces révolutionnaires partout ailleurs. La guerre est un élément du mouvement contre-révolutionnaire général de l'impérialisme pour contenir la révolution mondiale et renverser son cours si cela semble possible.

Mais l'impérialisme comptait sans le pouvoir de résistance du peuple vietnamien, qui a empêché la victoire de la plus puissante machine militaire qui soit, par son immense sacrifice et son effort héroïque. Les révélations à propos du massacre de Songmy ne dévoilent qu'une parcelle des horreurs effrénées de la guerre que Washington a déchaînées contre les Vietnamiens. Seuls les riches et les corrompus soutiennent les impérialistes et sont soutenus par eux, avec pour résultat que la guerre frappe surtout la grande majorité des Vietnamiens, les ouvriers, les paysans et les pauvres. C'est une guerre dirigée contre tout un peuple, où des femmes et des enfants sont abattus à la mitraillette, où les vieillards sont jetés dans des puits où les suivent des grenades, pour ne pas parler de la terreur régulière et mécanique des bombardements systématiques, les centaines de milliers de réfugiés, la destruction massive des cultures et des forêts à un tel degré que les experts estiment que la vie de la terre vietnamienne a été gravement endommagée pour très longtemps. La résistance des Vietnamiens ne peut qu'être qualifiée d'héroïque. Leur lutte a provoqué une poussée révolutionnaire contre l'offensive impérialiste au niveau international, donnant un nouveau souffle à la jeune génération de révolutionnaires dans le monde entier et -- et c'est le plus important -- au développement d'un vaste mouvement contre la guerre à l'intérieur même des U.S.A.

La force de la résistance mise sur pied par les Vietnamiens associée au développement d'un mouvement contre la guerre aux Etats-Unis, obligea Washington à changer de tactique. Johnson abdiqua, le bombardement du Nord-Vietnam cessa, les conversations de Paris commencèrent, et des promesses de retrait de troupes furent faites par les Etats-Unis ? Nixon laissa entendre qu'il avait un « plan » pour arrêter la guerre. Tout cela était censé calmer les forces d'opposition à la guerre à l'intérieur des Etats-Unis et dans le monde avec l'idée que la guerre allait bientôt finir, pendant que Washington utilisait le temps ainsi gagné pour poursuivre l'escalade.

Les avions qui auparavant servaient à bombarder le Nord-Vietnam sont maintenant utilisés pour bombarder avec une intensité accrue le Sud. Nixon révéla que son « plan » était de « vietnamiser » la guerre, un truquage de vocabulaire fait pour cacher sa stratégie véritable d'une guerre de longue haleine. Washington espère que cela forcera éventuellement les Vietnamiens à accepter un « règlement » du type coréen. Et loin de commencer le retrait, l'impérialisme U.S. a élargi l'éventail de la guerre sur le plan international : d'abord en Thaïlande et au Laos, peut-être bientôt au Cambodge.

L'extension des bombardements au Laos, ouvertement plus larges que le bombardement des routes de ravitaillement, a atteint 20.000 sorties par mois, c'est-à-dire le degré des anciens bombardements du Nord-Vietnam. Les Etats-Unis ont entraîné une armée « loyale » sous les ordres du général Vang Pao, qui, au début de l'année, a fait évacuer par la force la plupart des 150.000 civils de la Plaine des Jarres. Quand les forces révolutionnaires écrasèrent des troupes fantoches et les chassèrent de la Plaine des Jarres le 21 février, les U.S.A. envoyèrent les 75 bombardiers B-52 du Strategic Air Command en une futile tentative d'aide aux forces de Vang Pao.

Le mouvement d'opposition à la guerre a été l'avant-garde qui dévoila la farce des manœuvres de « paix » de Nixon et qui remobilisa les masses dans des actions contre la guerre. Le 15 octobre dernier fut un jour de manifestation dans toutes les villes des Etats-Unis. Et le 15 novembre, il y eut une manifestation militante de 800.000 personnes à Washington et de 250.000 à San Francisco, la plus grande manifestation dans l'histoire des Etats-Unis. Le Comité Étudiant de Mobilisation pour la Fin de la Guerre au Vietnam et d'autres groupes appellent à de nouvelles actions contre la guerre du 15 au 18 avril aux Etats-Unis.

La Quatrième Internationale demande à tous les militants de la classe ouvrière et de la jeunesse de ne pas se laisser prendre par le rideau de fumée impérialiste, de comprendre que l'agression contre-révolutionnaire continue et que la guerre au Vietnam reste le pivot central de la lutte des classes internationales. La Quatrième Internationale appelle toutes les organisations ouvrières, les étudiants et les jeunes, tous ceux qui soutiennent le droit des Vietnamiens à l'auto-détermination, et tous ceux qui luttent pour la victoire de la révolution vietnamienne, à manifester leur solidarité avec le peuple vietnamien et avec le mouvement aux U.S.A., dans ses luttes massives du printemps.



le dernier texte de lutte

Nos lecteurs savent déjà que les propositions que nous avons adressées aux camarades de la Ligue Communiste ont abouti à un résultat positif : la décision de rencontres régulières destinées à déterminer les possibilités d'action communes, et à ouvrir une discussion sur les possibilités de rapprochement entre nos deux tendances.

Ceci étant acquis, il reste donc à engager cette discussion, et la réponse de la Ligue à notre lettre ouverte nous semble effectivement poser les problèmes fondamentaux que nous aurons à débattre.

Les camarades de la Ligue Communiste voient, dans notre affirmation d'une commune appartenance au mouvement trotskiste, un fait nouveau qui, disent-ils, « assainit considérablement les conditions de discussion entre nous », et qu'ils opposent à la politique unitaire, visant au rassemblement de toutes les forces révolutionnaires, que nous défendons depuis juin 1968.

Une telle interprétation est pour le moins erronée, car les camarades de la Ligue sont mieux placés que quiconque pour savoir que nous avons toujours accepté de mener les discussions avec eux sur deux terrains distincts : d'une part celui de l'unification de toutes les forces révolutionnaires, d'autre part celui de la fusion de nos deux tendances au sein d'une même organisation trotskiste. C'est même sur ce dernier terrain que l'essentiel des discussions entre nous se sont déroulées, au lendemain des événements de mai-juin 1968 et jusqu'au printemps 1969, à preuve la présence d'un observateur de Lutte Ouvrière au dernier congrès de la Quatrième Internationale.

UN ECHEC QUI NE NOUS INCOMBE PAS

L'échec des discussions alors engagées ne nous incombe pas : les camarades de la Ligue Communiste pensaient alors que les divergences qui séparent nos deux organisations s'opposaient à toute unification. Ils ne font plus aujourd'hui du règlement de ces divergences un préalable à une éventuelle unification. C'est évidemment leur droit de réviser leurs positions — et dans ce cas précis nous nous en félicitons — mais pourquoi ne pas le reconnaître ouvertement ? Pourquoi se sentir obligé d'affirmer que c'est Lutte Ouvrière qui a changé de position ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous affirmons notre appartenance au mouvement trotskiste, et en défendant l'unité des révolutionnaires, de « tous les révolutionnaires », nous ne renonçons nullement au trotskisme. Nous menions au contraire la seule politique qui pouvait lui donner une chance de devenir rapidement la tendance politique prépondérante au sein du mouvement révolutionnaire.

Constatant l'évolution des tendances maoïstes, les camarades de la Ligue se plaignent amèrement de s'être battus

seuls à l'Université pendant une année, « à contre courant pour garder l'espoir de reconstituer un mouvement étudiant de masse aux côtés du prolétariat ».

Mais quelle politique avait le plus de chances de désarmer les tendances sectaires et aventuristes existantes dans le mouvement gauchiste : une politique opposant aux sectarismes de toutes sortes un autre sectarisme, ou une politique unitaire ?

Faire de la surenchère gauchiste à l'Université pour ne pas se laisser déborder sur sa gauche, politique qui a eu le résultat que nous voyons aujourd'hui, ou contribuer à former dans le pays et pas seulement en milieu étudiant, une force politique sérieuse, conséquente, et apparaissant comme telle ?

Nous avions, il faut le répéter, la possibilité de constituer ensemble, Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, un pôle d'attraction pour toute l'extrême-gauche, et de contraindre ainsi les autres tendances du mouvement révolutionnaire à adopter une autre politique et d'autres mœurs que celles qui sont aujourd'hui les leurs, ou à s'isoler complètement de ce mouvement.

Les camarades de la Ligue Communiste ont ignoré cette possibilité. Ils ont au contraire choisi « d'affirmer leur organisation », c'est-à-dire d'adopter finalement la même attitude que la quasi-totalité des tendances « gauchistes ». Ils pouvaient penser qu'en tant qu'organisation c'était alors pour eux une nécessité absolue. Mais nous qui faisions suffisamment confiance à nos idées et à nos militants pour envisager sans appréhension un affrontement politique ouvert avec toutes les tendances du mouvement révolutionnaire, nous persistons à penser qu'ils ont ainsi laissé passer une situation. Et quand on laisse passer une situation, on ne sait jamais quand elle se représentera.

C'est là un des problèmes qu'il nous faudra, à notre avis, discuter sérieusement. Non pas que nous en fassions un préalable quelconque. Nous avons, au contraire, toujours affirmé que nos divergences ne s'opposaient nullement à l'unification de nos deux tendances. Mais nous pensions également qu'on ne peut valablement discuter de l'avenir qu'en se comprenant sur le passé.

Et si nous ne pensons malheureusement pas que cette unification puisse avoir aujourd'hui la même répercussion qu'il y a 18 mois, nous sommes néanmoins convaincus de sa nécessité, et décidés à tout mettre en œuvre pour la faire aboutir.

A PROPOS DU « CENTRALISME DEMOCRATIQUE »

La Ligue Communiste pose deux conditions à cette unification. L'une d'elles, c'est « l'acceptation de structures organisationnelles communes conçues suivant les principes du centralisme démocratique ».

Le centralisme démocratique n'est pas pour nous un cadre formel. Il ne peut vraiment exister qu'au sein d'un parti révolutionnaire aguerri, expérimenté, ayant sélectionné dans la lutte une direction reconnue de tous. La « dizaine de cadres de talents », la « confiance fraternelle entre révolutionnaires » dont parlaient Lénine ne se votent pas dans un congrès. Et même adopter mot à mot les statuts du parti bolchevik ne suffirait pas à faire de n'importe quel groupuscule un parti « centraliste-démocratique ».

De ce point de vue, opposer les « cellules de base », les congrès, le comité central et le bureau politique de la Ligue Communiste aux « cercles concentriques de diffuseurs », de Lutte Ouvrière, n'est pas une façon sérieuse d'aborder le problème. Et ce qui est déterminant, pour se réclamer du bolchevisme, c'est précisément le sérieux avec lequel on aborde les tâches politiques et organisationnelles.

Ceci dit, nous sommes évidemment prêts à accepter ce que les camarades de la Ligue appellent « des structures organisationnelles communes conçues selon les structures du centralisme démocratique ».

Reste évidemment ce que nous entendons par là les uns et les autres. Le centralisme démocratique tel que le concevait Lénine est une chose. La caricature qu'en a fait le stalinisme en est une autre. Et les organisations trotskystes ont malheureusement trop souvent adopté, sous la pression de celui-ci, des règles de fonctionnement et des mœurs qui n'avaient pas grand chose à voir avec le centralisme démocratique leniniste.

Ce qu'il nous faut donc discuter concrètement, c'est ce que nous mettons dans cette formule, le problème des droits et des devoirs des minorités, le problème du droit de tendance et du droit de fraction.

LA IV^e INTERNATIONALE ET NOUS

Quant à la question de l'affiliation à la Quatrième Internationale, il s'agit là aussi d'un problème à discuter concrètement. Nous sommes en effet trotskystes, et comme tels, partisans d'une Internationale révolutionnaire assurant la continuité historique de l'œuvre entreprise par l'Internationale Communiste des quatre premiers congrès, et par la Quatrième Internationale de Trotsky.

Mais il ne suffit pas de se proclamer « parti » pour être un parti, ni « Internationale » pour être une Internationale.

Nous ne pensons pas quant à nous, que la Quatrième Internationale soit une véritable Internationale. Mais nous sommes néanmoins prêts, comme nous l'avons toujours été dans le passé, à travailler avec les regroupements internationaux existants, et éventuellement, à militer au sein d'une section française de la Quatrième Internationale.

la réponse du b.p. de la

Camarades,

La « réponse à la Ligue » que vous avez publiée dans votre dernier numéro contient, outre une appréciation sur l'histoire de nos débats antérieurs, une réponse aux deux « conditions » que nous avions proposées comme base de discussion, et une proposition : le journal commun. Nous retenons essentiellement que vous estimatez que nous avons « posé les problèmes fondamentaux » en situant le problème de la fusion au niveau du « centralisme démocratique » et de la Quatrième Internationale ; cette convergence de vues sur les véritables difficultés fait bien augurer des débats à venir.

A PROPOS DES « DEUX POINTS »

Vous affirmez votre accord de principe, tant avec le centralisme démocratique qui devrait régner dans la future organisation qu'avec l'affiliation de cette organisation à la Quatrième Internationale. Vous insistez sur un certain nombre de précautions nécessaires. Nous pensons, quant à nous, que doser les précautions ne suffit pas ; en proposant un débat sur ces questions, nous ne compsons pas, bien entendu, le réduire à une discussion « juridique » sur les définitions précises des droits des minorités ; c'est un aspect important, mais vous estimerez avec nous qu'il serait plus juste de discuter globalement le problème de l'organisation possible dans tous ses aspects, dans son fonctionnement bien sûr, comme dans ses principales interventions. Comme vous le dites, l'émergence de la « dizaine de cadres de talent » et la « confiance fraternelle entre révolutionnaires » ne sont pas des choses qui se votent dans des congrès ; il n'en est pas moins certain qu'un certain type d'organisation suscite l'émergence de ces cadres et crée ces qualités militantes particulières nécessaires à la création d'un parti ; c'est ce type d'organisation que nous devons définir. Nous ne pensons pas que le « centralisme démocratique » puisse s'instaurer par motion, mais nous ne pensons pas non plus que seul un parti révolutionnaire, aguerri et expérimenté, puisse être « centralisé » et « démocratique » à la fois. Nous pensons qu'une organisation révolutionnaire qui vise à construire le parti n'y parviendra que si elle forme ses cadres et ses militants à cette école. Nous pensons que le centralisme démocratique n'est pas affaire de constat ou de brevet que l'on décerne à telle ou telle organisation aguerrie et expérimentée, mais une condition « sine qua non »

du bon fonctionnement d'une organisation révolutionnaire, et une caution de poids pour son intervention et une garantie pour son évolution. Si nous pensons que le « centralisme démocratique » ne se vote pas, nous pensons également qu'il ne se constate pas simplement ; nous pensons que le bon fonctionnement d'une organisation révolutionnaire est toujours le résultat d'une bataille menée contre les conditions d'existence — et parfois de survie — qui nous sont faites par la bourgeoisie ; nous pensons que c'est une bataille qui mérite d'être menée.

De l'Internationale, nous pourrions dire la même chose. Ce n'est pas une idée qu'un vote suffit à faire réalité : mais ce n'est pas non plus « quelque chose » qui se constate ; c'est une organisation qui se construit : nous pensons qu'il en va de même pour la discipline de l'Internationale comme pour la discipline interne à une section. Dans l'Internationale, comme au niveau national, nous estimons que le centralisme démocratique se traduit par une formule simple et de bon sens : d'une part l'unité au niveau de l'apparition publique, des prises de position politiques extérieures à l'organisation ; d'autre part, le respect de toutes les modalités de débat interne en tendances organisées, disposant de leurs propres bulletins et se réunissant comme il leur semble bon ; à aucun moment il ne peut y avoir d'opposition entre le libre jeu démocratique interne à une organisation nationale et la direction internationale.

Il ne nous semble pas, d'ailleurs, qu'une Internationale fonctionne comme une juxtaposition d'organisations nationales surmontée par une discipline qui ne ferait qu'assurer des rapports de cohabitation plus ou moins harmonieux, en attendant que le vide des cadres prévus soit comblé par le gonflement des sections. Nous ne concevons pas l'Internationale comme un « regroupement » mais comme nous concevons l'organisation révolutionnaire comme devant répondre déjà aux critères du centralisme démocratique, nous concevons l'Internationale telle qu'elle existe actuellement comme devant préfigurer dans son fonctionnement l'Internationale que nous voulons construire : cela nous semble la seule façon d'envisager la construction d'une organisation internationale, si l'on veut sortir du cercle vicieux qui veut que l'on n'aie pas d'organisations nationales sans visée internationale, ni d'organisation inter-

nationale sans sections nationales développées : en politique, les idées se prouvent en les concrétisant.

L'APPRECIATION DU DEBAT ANTERIEUR

Les premiers paragraphes de votre réponse reviennent sur le débat que nous avons eu l'année dernière. Il ne nous semble pas nécessaire de retomber dans ces ornières ni d'engager une polémique interminable pour savoir qui, finalement, a tourné. Nous estimons, quant à nous, que les propositions que vous acceptez et la dynamique dans laquelle nous sommes engagés ensemble nous semblent fondamentalement différentes de l'unité des révolutionnaires que vous proposiez précédemment, des spontanéistes aux cryptos-staliniens de bonne volonté, en passant par tous les groupes maoïstes et trotskystes...

La fusion entre nos deux groupes, qui ont des acquis théoriques communs, même s'ils ont eu des pratiques différentes, nous paraît avoir une signification politique tout autre qu'un rassemblement sans frontière en un vaste comité d'action qui n'aurait eu que le nom de parti révolutionnaire et la durée précaire d'une utopie.

C'est pourquoi, si vous pensez que « malheureusement cette unification n'aura pas la même répercussion qu'il y a 18 mois » nous pensons, nous, qu'il s'agit de tout autre chose, et que cette fusion n'est imaginable qu'aujourd'hui, puisque la décantation politique s'est opérée, y compris dans l'avant-garde ouvrière organisée encore dans le P.C. et la C.G.T.

SUR NOS ORGANES DE PRESSE

Toutes choses sont liées. Si nous pensons ne pas pouvoir, dès maintenant, répondre à votre proposition de journal commun, c'est que nous pensons qu'un journal révolutionnaire n'a pas pour seule fonction d'informer un certain public, mais qu'une de ses fonctions essentielles est de vertébrer une organisation, de fournir des thèmes politiques, des analyses qui soient ceux d'une organisation.

Nous ne concevons pas le contenu d'un journal révolutionnaire autrement que comme homogène.

Nous faisons toutes les métaphores de Lénine sur le « fil à plomb » : le journal est, pour nous, un des moyens essentiels de construire justement une organisation démocratique et centralisée.

ouvrière

campagne armée

La seule chose que nous refusons énergiquement, c'est de voir le libre jeu démocratique, au sein de l'organisation unifiée que nous pouvons construire avec la Ligue, perturbée par les interventions autoritaires d'une direction internationale que nous ne reconnaissions pas en tant que telle, et que d'ailleurs, pour ainsi dire personne ne reconnaît en tant que telle.

Or les statuts actuels de la Quatrième Internationale donnent à sa direction des pouvoirs sans commune mesure avec ce qu'elle est réellement, et c'est là un point capital qu'il nous faudra discuter avec les camarades de la Ligue.

CE QUI EST POSSIBLE IMMEDIATEMENT : UN JOURNAL COMMUN

Nous pensons d'ailleurs que cette discussion doit se dérouler publiquement, devant tous les militants révolutionnaires, et qu'il serait souhaitable qu'elle ait lieu, pour l'essentiel, par écrit, dans nos organes de presse respectifs.

Où dans un organe de presse commun. Car si nous sommes sérieusement décidés à étudier toutes les possibilités d'unification entre nos deux tendances, nous pouvons dès maintenant envisager le problème de l'unification de notre presse qui, de toute manière, devra tôt ou tard intervenir.

Une telle opération, que nous proposons dès maintenant aux camarades de la Ligue Communiste, présenterait un double avantage.

Elle permettrait d'une part de créer un hebdomadaire trotskiste qui serait sans aucun doute meilleur, infiniment plus varié et plus vivant que ceux que nous éditons actuellement de part et d'autre, qui bénéficieraient d'un réseau de correspondants et de diffuseurs infiniment plus développé, et qui pourrait être enfin, par son contenu comme par sa diffusion, un véritable hebdomadaire révolutionnaire de masse, c'est-à-dire l'outil qui nous manque aux uns et aux autres.

D'autre part, au cours du processus d'unification, le travail dans et autour d'un hebdomadaire commun aurait une importance de tout caractère. C'est là que nous pourrons vérifier si nous sommes effectivement capables de travailler ensemble, si nous sommes capables de faire la différence entre les divergences politiques réelles, et les divergences sectaires artificielles.

Nous serions sincèrement que les camarades de la Ligue Communiste seront d'accord pour étudier avec nous la parution de cet hebdomadaire commun, pas important vers une organisation trotskiste unifiée.

ligue

Les contenus de nos deux journaux sont aujourd'hui trop différents pour que nous puissions les accorder et multiplier ainsi notre audience par simple juxtaposition de nos moyens. Nous pourrions évidemment allonger la liste des « récits de lutte », mais à quoi bon ? Sans parler de la rubrique internationale, nous aurions sans doute quelques difficultés à faire dès demain un article commun sur l'appréciation des mouvements des petits commerçants, par exemple... Il faudra que nous discutions ensemble et longuement de la conception d'un journal révolutionnaire, de la nature et de la fonction d'un tel outil aujourd'hui ; un tel débat semble de toute façon nécessaire.

Ce que nous estimons prématuré pour le journal ne l'est en rien pour le reste de nos publications. Nous pouvons, dès maintenant, prévoir en commun la sortie d'un certain nombre de brochures et de documents, sans parler de la rédition d'un certain nombre de classiques du mouvement ouvrier. Nos possibilités en ce domaine seraient effectivement démultipliées et sur des bases précises. Nous aurions pu, pour prendre un exemple, rédiger et signer ensemble la brochure sur l'armée.

LA POURSUITE DE LA DISCUSSION

Pour donner un cadre au début et en permettre l'approfondissement, il nous paraît nécessaire de le poursuivre sur textes mais non pas sous la forme actuelle. Une suite de réponses hebdomadaires s'intercalant avec des rencontres trop courtes risquent de laisser en friche bien des débats. Il est nécessaire d'organiser cette discussion : c'est pour cela que nous proposons qu'elle soit menée dans une brochure « ad hoc », où serait fait le point sur nos positions, et reproduisant les rapports qui devraient établir nos rencontres communes, selon un canevas à définir, mais qui pourrait contenir une analyse de la période, du contexte politique dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui en France, y compris une analyse des différentes organisations politiques et syndicales ; une telle brochure pourrait se conclure par un échange d'analyses sur nos perspectives propres. Ce pourrait être une base de discussion pour le futur et un moyen d'organiser concrètement une discussion qui doit aboutir.

Après plusieurs mois de campagne pour la libération des soldats emprisonnés, où en sommes-nous ?

Nous avons réussi à briser le silence qui régnait sur les procès que préparaient les tribunaux militaires, des milliers de personnes se sont jointes à nos meetings, ont signé les pétitions que nous avons fait circuler, plusieurs organisations politiques ainsi que des syndicats se sont joints à la campagne de dénonciation. Les camarades Devaux, Trouilleux, Hervé ont été jugés dans Rennes quadrillée par les forces de police mobilisées contre les manifestations. Banet et Divet sont libérés et ont obtenu le sursis. En ce sens nous pouvons dire que la première campagne antimilitariste a obtenu des résultats non négligeables.

La bourgeoisie n'est pas resté immobile face à cette mobilisation et elle a cherché une riposte : interdiction des meetings, arrestations des propagandistes, enquête sur l'entreprise de démorisation dans l'armée menée par la Ligue Communiste. La boussole de l'appareil d'Etat bourgeois s'est affolée lorsqu'on s'est mis à toucher à un point faible : l'armée.

Aux menaces proférées par Marcellin nous devons répondre par un élargissement de la campagne en y entraînant les organisations syndicales, en répliquant par un front uni contre la répression, comme cela s'est fait au meeting de la Mutualité.

Néanmoins, il est évident que la campagne ne peut plus se mener sur le seul thème de la libération des soldats emprisonnés. La bourgeoisie prépare une réforme du service militaire qu'elle aurait voulu faire dans le calme. Nous devons y intervenir. Pour cela nous préparons pour les prochains numéros de « Rouge » une série d'articles visant à donner aux camarades des précisions sur les projets de la bourgeoisie et à leur donner des outils pour leur intervention.

la défense opérationnelle du territoire

En 1958, passant par dessus la légalité bourgeoise, s'appuyant sur l'armée qui oubliait pour un instant qu'elle était neutre, le bonaparte de Gaulle prenait le pouvoir. L'Etat fort était instauré avec comme conséquence toute une série de mesures visant à asseoir la domination de classe de la bourgeoisie. Une des ordonnances de cette époque concerne la restructuration de l'appareil d'Etat, en particulier de l'armée.

Passée inaperçue, ou du moins ayant été accueillie par un silence par les organisations réformistes (Mollet ayant signé le texte) et stalinien, le décret prend toute sa signification après Mai 68.

L'ENNEMI : LA CLASSE OUVRIERE

L'ordonnance du 7 janvier 1959, prise en application des pleins pouvoirs, concerne l'organisation générale de la défense. Le texte commence par définir ce qui permet à l'exécutif de déclencher la défense opérationnelle.

• La défense a pour objet d'assurer en tous temps, en toutes circonstances et contre toutes formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population.

• La défense opérationnelle du territoire a pour objet de s'opposer dans toute l'étendue du territoire aux forces ennemis, qu'il s'agisse d'éléments implantés...

Il précise - les dispositions particulières en cas de menaces sur une partie du territoire, un secteur de la vie nationale ou une fraction de la population -.

Comme on peut le voir, la définition de la défense a l'avantage dans la première phrase d'être assez imprécise pour pouvoir laisser aux militaires, à l'Etat, toute liberté le jour venu de choisir leurs ennemis, pourvu qu'ils correspondent à la définition (ce qui ne pose pas beaucoup de problèmes car elle s'applique aussi bien à une invasion de sauterelles qu'à une grève générale) ; la défense est liée à la sécurité qui, comme chacun le sait, est en régime capitaliste ce que la bourgeoisie pense de SA sécurité. Néanmoins quelques précisions sont apportées sur les menaces éventuelles : elles peuvent venir « d'éléments implantés » et elles peuvent entraîner « des dispositions particulières qui seront prises en cas de menaces sur une partie du territoire, un secteur de la vie nationale, ou une fraction de la population ». En fait, si le texte n'apporte aucune précision, nous pouvons tout de même jouer au petit jeu - voilà la définition, cherchez qui cela peut être ? - Qui sont ces « éléments implantés » qui menacent une « partie du territoire, un secteur de la vie nationale, ou une fraction de la population ? » Naturellement, on ne nous montre pas du doigt les personnes visées. Le texte n'est pas intéressant pour ce qu'il avoue, mais pour ce qu'il permet de faire. La menace sur un secteur de la vie nationale, cela peut être une grève dure dans une branche industrielle, un mouvement de masse qui met en difficulté les institutions ; les éléments implantés deviennent alors les syndicats, les partis ouvriers, ceux qui sont susceptibles

à un moment donné de faire peser des menaces sur « une fraction de la population ». C'est d'ailleurs ainsi que les militaires ont compris le texte. Il est caractéristique que ce texte qui a rencontré d'énormes difficultés dans son application (échec de la réquisition des mineurs en 1963), (peu de réalisations au niveau concret) fait l'objet de toute une série d'écrits depuis Mai 68. Messmer parle d'amélioration de la DOT, le général Fourquet y consacre un article dans TAM, des manœuvres ont lieu régulièrement sur le thème « lutte contre la subversion » (les manœuvres SAFARI dans les Causses et Cévennes — les manœuvres de Bourges en 69...). Parallèlement le fasciste colonel Trinquier sortait un livre consacré au même sujet, où il faisait part de ses réflexions à partir de son expérience d'Indochine et d'Algérie. Dans les casernes, aujourd'hui, les bandes armées permanentes préparent ouvertement la contre révolution.

LA MILITARISATION DE LA PRODUCTION

Ce n'est pas quelque chose de nouveau, nous dira-t-on ! Il suffit de lire le manuel d'instruction militaire pour s'apercevoir que l'armée a toujours eu comme souci, la défense des institutions, le maintien de l'ordre — traduit par le maintien de la société d'exploitation. Ce qui, par contre, est nouveau c'est l'institutionnalisation d'un vaste plan de quadrillage du pays qui vise à mettre en place une réponse immédiate à tout mouvement de la classe ouvrière qui menacerait la bourgeoisie.

Sont intégrés dans le service de défense non plus seulement les militaires sous les drapeaux et les réservistes, mais :

- tous les citoyens français de sexe masculin, de 18 à 60 ans,
- le personnel féminin,
- les étrangers sans nationalité, et ceux qui bénéficient du droit d'asile.

Comme on le voit, il ne reste plus grand monde. La distinction entre civil et militaire disparaît. • La discipline des forces armées est applicable aux assujettis au service de défense. • Un seul décret de l'exécutif permet la mise en place de ce dispositif ; l'armée devenant le régulateur, l'organisateur de la société civile ; elle a alors tous les « droits de réquisitionner des personnes, biens et services, de contrôler la répartition des ressources nationales ». Les affectations dans les services et industries lui sont aussi soumises. En bref, les salaires, le travail, le poste occupé, les horaires, ne sont plus déterminés par les luttes des travailleurs mais relèvent de l'autorité militaire. Le départ sans autorisation du lieu de travail qui est en même temps une affectation de défense s'appelle désormais « désertion », absence sans autorisation devient « abandon de poste », la non exécution d'un ordre reçu est jugée comme « refus d'obéissance ». Naturellement ceux qui inciteraient leurs camarades à la désobéissance ne sont pas oubliés et relèvent aussi de la justice militaire.

De telles mesures entraînent concrètement que le droit de grève est supprimé, les luttes économiques hors la loi ; toute expression des travailleurs est rendu impossible, la classe ouvrière se retrouve atomisée, à l'état d'individus face à la machine militaire.

Dès à présent il est possible de constater la mise en place de la DOT. Elle s'appuie tout d'abord sur la gendarmerie blanche qui quadrille le territoire et fait fonction de service de renseignement. C'est elle qui contrôle les déplacements de population, qui observe chaque fait de la vie dans un village ou dans un quartier. La gendarmerie permet de dresser régulièrement une carte des populations, de connaître leur état d'esprit, leurs métiers, leurs opinions... Elle est aidée dans ce travail par toutes les autres polices jusqu'aux parallèles. Dès aujourd'hui ce service de renseignement permet de repérer les militants révolutionnaires à l'armée.

Egalement sur le patron qui emploie et tient sous sa dépendance l'ouvrier ! De nombreuses entreprises ont déjà fait remplir aux ouvriers des fiches qui serviront de renseignements de base dans la mise en place du plan de mobilisation prévu par les décrets.

Toutes les administrations et organismes rattachés à l'Etat sont automatiquement inclus dans ce plan. S'y ajoutent toute une série d'industries qui vont des transports aux industries diverses, en passant par la chimie, le bois, les industries extractives... Pratiquement, cela englobe toutes les activités essentielles. Lorsqu'il est demandé dans les entreprises de remplir ces fiches, aucune allusion n'est faite au contenu de l'ordonnance, sinon son numéro. L'ouvrier ne sait pas que dans le cadre de cette mobilisation, il sera considéré comme déserteur s'il quitte son usine, qu'il sera accusé d'abandon de poste s'il s'absente sans autorisation, et que le refus d'obéir ou d'exécuter un ordre sera considéré comme un refus d'obéissance, tous ces délits relevant de la justice militaire.

La société transformée en une grande caserne !

LA BOURGEOISIE A LA RECHERCHE D'UNE « NOUVELLE » ARMEE

Si en 63, lors de la grève des mineurs, la réquisition décidée par le gouvernement n'a intimidé personne et n'a eu aucune prise sur les événements, il ne faut pas croire que ces textes ne sont que des menaces sans lendemain. Mai 68 a été une expérience pour le mouvement ouvrier mais aussi pour la bourgeoisie qui en a tiré des leçons.

Elle s'est aperçue que son armée était mal préparée à un tel conflit. Que d'une armée coloniale, il fallait désormais passer à une organisation plus intégrée à la société, acceptée par les populations civiles, d'où les différentes opérations sauvetages, secours, aide auxquelles participent l'armée. Elle lance son opération sourire pour mieux cacher le produit qu'elle voudrait vendre.

Serge NIEMETZ

le procès de landau :



DIVET après sa libération.

Pendant quatre mois, l'armée a gardé dans ses prisons les camarades BANET, FAUTHOUX, DIVET. Aucune liaison avec l'extérieur, le silence le plus absolu gardé sur cette affaire, le procès tenu en cachette le vendredi 13 mars, sous la protection de la police française et de la schutzpolizei allemande qui patrouillait dans les rues, les frontières surveillées, donnaient à ce procès l'allure d'un règlement de compte fait en cachette à l'abri des regards indiscrets.

LE PROCES DE MILITANTS REVOLUTIONNAIRES

Le tribunal avait à juger le 13 mars deux jeunes appelés (Fauthoux ayant bénéficié d'un non lieu le 3 mars) à qui il était reproché d'avoir tenu des propos antimilitaristes, subversifs ; d'avoir fait circuler un tract attaquant l'armée. Ces jeunes forgeaient des slogans - la caserne est un bagne, le soldat un esclave -, popularisaient les chants de mai 68, dénonçaient les conditions scandaleuses dans lesquelles se faisait le service militaire. Ils se servaient pour cela d'un texte écrit par DIVET - ce n'est qu'un début continuons le combat -, et allaient jusqu'à détourner de leur sens premier le foyer, le club de loisir, en en faisant des lieux de discussions politiques.

Chaque moment de liberté ils l'utilisaient pour discuter avec les autres appelés des conditions de vie intolérables dans la caserne, de la discipline étouffante, de l'emprisonnement au service de la bourgeoisie. Ils s'emparaient de chaque sujet pour leur donner une dimension politique : ils se trouvaient en Allemagne... Ils organisaient une réunion au club de loisir sur l'histoire de l'Allemagne, les journaux parlaient de la Tchécoslovaquie, eux aussi en parlaient, - Le Monde - faisait paraître un projet de réforme du service militaire ils le transformaient en sujet de discussions. Par ce travail patient, peu à peu une vie politique s'insalla dans la caserne. Alors les officiers frappaient, ils arrêtaient les - meneurs -. Là où nous, nous voyons une courageuse tentative de développement des idées révolutionnaires, les militaires bâtent un roman policier. Par contre les soldats interrogés reconnaissent DIVET, BANET, non pas comme des - meneurs - mais comme des militants révolutionnaires.

L'ACCUSATION

Ce sont ces camarades que le tribunal militaire avait à juger. Comme il était difficile de justifier le dispositif policier mis en place, les mois de secret, par la seule accusation de discussions individuelles, les réunions au club de loisir (autorisées par le colonel qui ne devait pas suivre de très près les loisirs des appelés), l'accusation chercha s'il n'y avait pas une incitation à la révolte et une liaison avec une organisation politique.

L'argumentation du commissaire du gouvernement a été la suivante : - Penser une chose, c'est déjà envisager sa réalisation. - BANET, DIVET tenaient des propos antimilitaristes organisaient des réunions ; ceci débouchait obligatoirement sur des incitations à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline. - En dehors de ses suppositions et de ses frayeurs, l'accusation n'eut aucune preuve à apporter et pourtant elle demanda quatre mois de prison pour BANET et un an pour DIVET. Le procès verbal de l'enquête faite par la gendarmerie au 2^e Régiment de chars affirmait pourtant qu'il n'existe aucune preuve d'incitation à la révolte, ce qui remettait en cause l'édifice de l'accusation. La défense demanda alors l'acquittement. Le Tribunal répliqua par le verdict :

18 mois avec sursis pour DIVET.

14 mois avec sursis pour BANET.

UNE VICTOIRE DE LA CAMPAGNE ARMEE

Comment expliquer ce verdict ? 18 mois, 14 mois et le sursis d'autre part. Pour les 18 et 14 mois c'est le mouvement de Mai qui était jugé, c'est la fraye devant l'extension des idées révolutionnaires que le tribunal militaire exprime par ce verdict. Le sursis par contre c'est l'embarras dans lequel il se trouve face à l'extension de la campagne pour la libération des soldats emprisonnés : leur tribunal n'était plus la chambre capitonnée qu'ils auraient voulu, ne laissant filtrer aucun bruit ; ils se savaient observés par les milliers de personnes touchées par la campagne, ils savaient qu'un second jugement interviendrait : le jugement de leur verdict par tous ceux qui se sont mobilisés pour soutenir les soldats emprisonnés et dénoncer l'armée bourgeoise.

le "student mobilisation committee"

aux camarades Devaux, Hervé Trouilleux

Nous tenons à vous manifester notre solidarité dans votre combat pour l'obtention des droits démocratiques pour les soldats français.

Le mouvement des GI's contre la guerre aux U.S.A. continue à se développer autour de deux points principaux : la guerre au Vietnam et les droits constitutionnels pour les GI's.

Il est réconfortant pour les militants du mouvement des GI's contre la guerre, de savoir que des appelés dans d'autre pays se battent pour les mêmes buts. Comme nous demandons le droit pour les soldats américains d'agir et de discuter des principaux sujets de l'actualité, nous demandons ce droit pour TOUS les appelés. Nous nous battons pour ce droit pour tous les GI's américains ; nous le faisons également pour tous les soldats.

Nous nous engageons à faire connaître et à organiser le soutien autour de votre cas. Nous condamnons les actions des militaires français jusqu'à votre libération et jusqu'à ce que vous soyez autorisés à vous exprimer librement.

Pour le GI's Press Service
(Organe du S.M.C.)
L'éditeur Allen MYERS.

communiqué du S.N.E.S. de Vernon 11 mars 1970 :

Le S.N.E.S. constate que depuis plusieurs mois des soldats du contingent sont victimes de brimades et de sanctions pour délit d'opinion.

Le gouvernement interdit sur l'ensemble du territoire les meetings de protestation organisés à ce sujet.

Le S.N.E.S. récuse le prétexte invoqué - atteinte au moral de l'armée - qui constitue un simple alibi à une atteinte directe aux libertés publiques.

Il demande la levée immédiate de cette interdiction et reprend intégralement à son compte le communiqué publié le 17 mars 1970 par la Fédération de l'Education nationale qui exige également que cette décision soit rapportée.

le syndicat c.g.t. du l.b.r.a. au comité pour la libération des soldats emprisonnés

Le syndicat C.G.T. du L.R.B.A., après consultation de ses adhérents, décide d'apporter son soutien au Comité pour la libération des soldats emprisonnés.

Jugés par une justice de classe, pour des motifs qui relèvent de la lutte de classes, les emprisonnés, prolétaires en uniforme, doivent avoir le soutien moral et militaire du prolétariat et de tous ceux qui se réclament comme défenseurs des intérêts de la classe ouvrière.

Cette solidarité peut prendre différentes formes d'actions selon le milieu où l'on se trouve et nous pensons qu'au stade actuel, et vu le niveau de conscience de l'opinion en général, notre intervention doit surtout se situer dans le cadre des explications et de populariser et sensibiliser les prises de position des emprisonnés. Cette tâche sera pour nous le sens de notre travail militant.

Fraternelles salutations syndicalistes.

vient de paraître :

quatrième internationale n° 42

Au sommaire :

- Le Journal des secrétaires de Lénine.
- Le Foyer révolutionnaire du Proche-Orient.
- Le XIX^e Congrès du P.C.F.

COMMANDER à « ROUGE »

B.P. 201 Paris 19^e

Le Comité pour la libération des soldats emprisonnés a reçu les motions de solidarité avec les appelés DEVAX, TROUILLEUX, HERVE, FAUTHOUX, BANET, DIVET, votées par

le S1 du lycée F. Mistral d'Avignon ;

la section de Vaucresson du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée - S.N.P.E.S.

le S1 du S.N.E.S. du L.E.M. de Lillebonne ;

nos dernières publications

- Economie et Politique dans la pensée de Trotsky.
(Marx ou crève, n° 2) 3 F
- Pédagogie et crise de la bourgeoisie.
(Cahier Rouge, n° 13) 3 F
- Le capitalisme français, maillon faible de la chaîne impérialiste.
(Document Rouge, n° 4) 2 F
- La conception policière de l'histoire. 1 F
- Le « complot trotskiste » en Tchécoslovaquie.
(Textes du mouvement révolutionnaire)
Cahier Rouge spécial - tchéco - 2 F
- Service national, service du capital.
(Document Rouge spécial) 2 F
- Les marxistes révolutionnaires et l'enseignement.
(Document Rouge) 2,50 F
- Crosses en l'air.
(Classique Rouge n° 3) 3 F

commander à "rouge"
b. p. 201 paris-19^e



BANDIERA ROSSA

congrès de la section italienne de la quatrième internationale

Au début des vacances s'est tenu à Rome le congrès de la section italienne. Le bilan des deux dernières années de travail a été tiré et les nouvelles orientations ont été confirmées (renforcement organisationnel, orientation vers le « travail ouvrier »). Une grande part des travaux a été consacrée à l'intervention et à la discussion des expériences particulièrement significatives. Nous publions ici la résolution sur le travail ouvrier, contenant en particulier une appréciation du rôle des « délégués », par rapport aux directions syndicales.

Le mouvement ouvrier italien, au terme des luttes contractuelles, témoigne d'une grande combativité et d'une grande conscience de sa force. Des embryons de double pouvoir, qui se manifestent principalement dans une contestation continue des choix patronaux, ont, jusqu'ici, rendu difficile la réorganisation interne des usines tentée par les capitalistes. Mais des manœuvres de concentration de capitaux menées par les gros monopoles (Pirelli-Dunlop, Montedison-E.N.I., etc.) sont en train de s'opérer sans opposition car elles sont difficilement compréhensibles par l'ensemble de la classe ouvrière. Un autre aspect important, caractéristique de la situation, est l'augmentation du nombre des inscrits aux syndicats, en particulier à la C.G.I.L. et dans certains cas au P.C.I.

Parallèlement, on assiste à une perte d'influence et à une désagrégation de tous les groupes qui ont pris des positions spontanéistes ou maoïstes pendant les luttes contractuelles, voyant dans le syndicat un ennemi de classe — au même titre que les capitalistes — ces groupes ont encore quelque importance dans des secteurs très limités.

On enregistre aussi pour la première fois, en Italie et de manière générale, des mouvements parmi les employés que le capitalisme avait toujours réussi à séparer des ouvriers ; ces mouvements se sont développés surtout parmi les techniciens.

Mais le problème le plus important, actuellement, est le problème des délégués : les délégués sont nés comme exigence de nouveaux instruments d'organisation de la classe en opposition aux commissions internes (N.d.t. : l'équivalent des comités d'entreprise) et en général aux syndicats. Ce n'est que par la suite que les syndicats ont tenté une première récupération, réussie seulement partiellement, en limitant leur fonction et en les insérant comme partenaires dans les différents contrats d'entreprise.

Par exemple, à la Mirafiori, les délégués reconnus par les patrons et les syndicats sont moins de cinq cents ; ceux qui ont été élus et non officiellement « reconnus » sont plus de mille.

La combativité de la classe ouvrière, qui a jusqu'ici contraint les syndicats à une course perpétuelle, à des changements continuels, a permis la formation des conseils de délégués. La position des syndicats est actuellement celle exprimée à la conférence des métallurgiques C.G.I.L. à Gênes. Pour les syndicats les délégués doivent être l'expression de groupes homogènes d'ouvriers et être élus par tous les travailleurs à l'initiative des sections syndicales d'usine. L'ensemble des délégués constituerait, avec les organismes syndicaux existants, le conseil d'usine. Celui-ci préfigurerait la structure syndicale unitaire. Ils cherchent, en fait, à faire des délégués une courroie de transmission des bureaucraties syndicales parmi les masses, laissant aux syndicats les petites actions revendicatives. Notre position sur le problème des délégués et des conseils de délégués doit être bien claire.

Nous estimons correcte la manière dont elle est exprimée dans un document proposé à la discussion des conseils d'usine par un groupe de délégués de la Fiat Mirafiori :

« Nous précisons que le conseil n'est pas un organisme syndical, même s'il s'occupe continuellement de problèmes revendicatifs, et qu'il existe une différenciation entre le conseil, comme expression directe de la volonté de lutte des ouvriers, et l'organisation syndicale comme organisme contractuel.

« Le syndicat, par sa nature, est lié aux pactes qu'il signe ; le conseil, en tant qu'il n'est pas un organisme contractuel, est par nature porté à aller continuellement au-delà de chaque accord. La transformation du conseil en un lieu de compromis entre les organisations syndicales enlève au conseil sa force de base, affaiblit le mouvement et même la force contractuelle du syndicat.

« De plus, le conseil a toujours tendance à élargir la lutte, tissant des liens avec les autres usines, rompant les divisions de catégories, recherchant l'unité avec les étudiants, etc.

« Cette tendance à pousser au mouvement apparut clairement lors des luttes contractuelles (même si une solution du problème du rapport entre les luttes à l'usine et dans la société n'a pas encore été trouvée) quand on demandait de porter la lutte également dans les quartiers. Le conseil a manifesté la volonté de s'unir à d'autres conseils, unissant les usines entre elles, l'usine à la société, pour créer un réseau de pouvoir ouvrier à travers l'organisation des conseils. Aujourd'hui la répartition des délégués et leur désignation par les organisations syndicales, c'est-à-dire la

tentative de réintroduire les différenciations syndicales dans les conseils de délégués, constitue une grave limitation politique de la fonction que doit avoir le conseil. »

« Enfin, il y a le problème d'une coordination entre les luttes des différentes catégories, entre les luttes internes, les luttes articulées sur le logement et les problèmes généraux. L'objectif de ces luttes est la construction d'un réseau serré de conseils comme le nôtre, comme structure de contre-pouvoir dans la société. »

Nous ne pensons pas que le phénomène actuel de syndicalisation soit négatif ; il s'agit d'un commencement de prise de conscience de nouvelles couches de la classe ouvrière à la recherche d'une organisation qui les soutiennent dans leurs luttes contre le patronat. Pourtant, il existe le danger qu'une confiance aveugle dans le syndicat laisse la place à des manœuvres bureaucratiques, neutralisées jusqu'ici par l'attitude critique de tous les travailleurs.

Cette confiance naît des dernières expériences au cours desquelles les syndicats ont été contraints de « chevaucher le tigre » pour ne pas être dépassés par lui... Cette confiance est encore renforcée par les erreurs des groupes d'interventions spontanéistes et maoïstes, erreurs liées à l'incompréhension tant de la fonction du syndicat, que de la nature de la bureaucratie.

Notre devoir est de démontrer le rôle de la bureaucratie syndicale pour éviter qu'au premier reflux les masses soient démobilisées par ses opérations stabilisatrices. Face au renforcement du P.C.I., plus limité que celui des syndicats, notre évaluation doit être critique : ce renforcement apparaît comme celui de la force politique « légitime » la plus à gauche ; c'est bien sûr l'indice d'un déplacement à gauche, mais c'est aussi l'immobilisation politique des couches ouvrières nouvelles, et le développement de l'illusion que les objectifs de la classe ouvrière pourraient être atteints par la voie réformiste parlementaire.

Pourtant, il n'est pas possible de combattre ce processus de renforcement en démontrant simplement le rôle historique et les erreurs passées du P.C.I. ; la lutte antibureaucratique doit toujours être portée sur le terrain politique, sur le terrain de la capacité de diriger des luttes anticapitalistes, qui rendent nécessaire la formulation d'un programme de transition. Nous devons définir des objectifs transitoires susceptibles d'être compris de larges masses, et nous devons réussir à les substituer aux objectifs réformistes proposés par le P.C.I. et les organisations syndicales.

allemande :

le pari

de

W. Brandt

Les responsables de l'autre Allemagne envisagent les problèmes dans beaucoup de domaine avec les mêmes préoccupations que nous. On en apprend toujours plus par une conversation directe que par des notes diplomatiques. Mon voyage a donc été juste, nécessaire et utile. » (W. Brandt au Bundestag à son retour d'Erfurt.)

Derrière ce satisfecit que le chancelier ouest-allemand s'envoie, sur une toile fond de poignée de mains symbolique, de larmes ministérielles au monument de Buchenwald, de foule enthousiaste, enfin de toute la sensibilité à laquelle l'opinion publique du monde entier s'est empressée de faire écho, on retrouve l'ambition d'un homme qui a décidé de jouer à fond la carte diplomatique pour se présenter, à l'Est comme à l'Ouest comme le champion de la détente, comme l'homme qui abattra les murs entre les deux Allemagnes.

LES CARTES DU CHANCELIER BRANDT

Après la rigidité de ses prédécesseurs au gouvernement, Willy Brandt avait mis à la place d'honneur dans sa campagne électorale la question des deux Allemagnes, laissant entendre à demi-mot que la reconnaissance de la République Démocratique Allemande était une éventualité envisageable à court terme. On en restait au niveau des mots, mais on était déjà engagé sur un terrain plein d'ornières. À Bonn d'abord, M. Brandt, appuyé sur une majorité très faible au Bundestag se devait de prendre toutes les précautions pour ne pas effrayer et pour ne pas s'aliéner l'opposition démocrate chrétienne en satisfaisant à toutes les demandes de la R.D.A. Mais d'autre part, le réveil de la classe ouvrière, avec les grèves sauvages du dernier trimestre 1969, la pression des principales cen-

trées syndicales pour que le gouvernement reconnaîsse la R.D.A., l'obligeaient à ne pas montrer trop d'intransigeance, à faire preuve de beaucoup de souplesse et de bonne volonté dans ses tractations.

Mais c'est surtout en jouant avec beaucoup de subtilité avec les contradictions inter-pays socialistes que M. Brandt comptait tirer son épingle du jeu. Depuis quelque temps, on peut noter un net changement dans l'attitude de Moscou envers l'Allemagne de l'Ouest. On est passé des attaques contre les « revanchards de Bonn » à la « nécessité de normaliser les rapports avec la République Fédérale ».

Le ton étant donné par Moscou, la Pologne met également beaucoup d'empressement à établir des rapports plus étroits avec la R.F.A. Ce changement d'attitude est dû principalement aux difficultés actuelles de l'économie socialiste pour qui la R.F.A. représente une véritable mine d'or. Déjà Bonn a octroyé à Moscou des prêts fort avantageux et des tractations sont en cours avec les dirigeants de Varsovie pour obtenir des prêts équivalents... le reconnaissance de la ligne Oder-Neisse n'étant plus un préalable. Mais face à toutes ces portes qui s'ouvrent à lui à l'Est, W. Brandt fait la coquette et se tourne vers celle qui lui semble irrémédiablement close, mais sur l'ouverture de laquelle il est prêt à jouer toute sa carrière, celle de la R.D.A. W. Brandt semble aimer la difficulté, mais il sait aussi quels avantages lui apporteraient un succès sur ce point.

DES PAROLES AUX ACTES...

Ayant bien senti le tournant qui s'effectuait dans les pays socialistes, et sachant que les dirigeants de la R.D.A. ne pourraient pas persister dans leur attitude hostile sans risquer de s'isoler des autres démocraties po-

pulaires, c'est tout sourire dehors et avec un savant dosage de paroles et d'actes que le chancelier ouest-allemand se présente au plus stalinien des staliniens W. Ulbricht. Ainsi W. Brandt touche le point le plus sensible à ses compatriotes et tente de briser la résistance de son plus farouche ennemi. La popularité qu'il gagne est bien à la hauteur des obstacles rencontrés.

Contrairement à ce qu'essaie de faire croire W. Brandt à son retour d'Erfurt, la rencontre n'a quère fait avancer la situation. Brandt et Stoph se sont dit de vive voix ce qu'ils s'écrivaient auparavant dans les « notes diplomatiques ». Mais ils sont encore l'un et l'autre trop soucieux de ménager les oppositions éventuelles dans leurs camps respectifs pour s'engager trop avant dans les tractations. Partant de la « vérité constante qu'il existe une nation allemande », Brandt estime qu'il faut arriver à « une forme réglée de coexistence pacifique des deux Etats allemands ». Chacun y trouve à boire et à manger, et cette formule est à l'image de l'« extrême souplesse » du chancelier.

Mais, le sourire mielleux et la larme au coin de l'œil, avec son émotion contrôlée et sa modestie qu'on a du mal à croire sincère, W. Brandt a gagné la première manche. Il a joué sur la corde sensible et il a gagné. Reste à voir maintenant comment ce succès va se matérialiser. L'accueil chaleureux des Allemands d'Erfurt risque de se retourner contre le souriant chancelier. Gageons, en effet, que les dirigeants socialistes ne sont pas prêts à servir de caution au prestige de W. Brandt et qu'ils vont essayer de ramener à des mesures plus concrètes les grands élan sentimentaux des semaines passées. Nous verrons alors si W. Brandt saura manier les actes avec autant de souplesse que les mots.

Anna LIBERA.

finlande : du front populaire au front anti-monopoliste

Le peu d'informations que les camarades français ont reçues sur la Finlande (cf. « Rouge » n° 41) leur a apporté quelques éléments sur le Front populaire et sur la scission du parti communiste finlandais. Aujourd'hui, alors que le parti communiste finlandais, le S.K.P., s'est réuniifié et que les élections, après quatre ans de front populaire, ont conduit à une défaite assez lourde pour les communistes, la gauche finlandaise doit décider quelle ligne elle va suivre maintenant. Rien ne sera plus tout à fait pareil mais les communistes finlandais ne sont pas capables de reconnaître qu'un changement total de stratégie est nécessaire.

LA REUNIFICATION DU PARTI COMMUNISTE

Le congrès d'avril 1969 du S.K.P. s'était terminé dans la confusion car presque la moitié des délégués avait quitté le lieu du Congrès pour aller tenir sa propre réunion ailleurs. Les négociations pour la réunification ont commencé en mai, mais, en décembre, on croyait encore que le S.K.P. se présenterait aux élections avec deux listes séparées.

A ce moment il y avait dans le parti, en réalité, deux organisations parallèles, et l'opposition publiait aussi son propre journal qui gagnait de nouveaux lecteurs.

En janvier, les négociations ont commencé à avancer véritablement et le parti a annoncé que le congrès de réunification aurait lieu en février. La réunification n'a pas été basée sur des points très précis. Les documents de la réunification contiennent un accord sur la répartition des places dans les organismes dirigeants du parti entre la majorité et l'opposition, sur la dissolution des organisations parallèles (mais le journal de l'opposition continue à paraître) et une analyse critique de la ligne pratiquée jusque là par le parti, ainsi qu'une définition des objectifs principaux à court terme.

Dans l'analyse on constate qu'il n'y a pas eu de désaccord sur la ligne principale du parti qui est la création d'un front contre les monopoles et pour l'élargissement des libertés démocratiques pour la paix et pour la création des conditions de passage au socialisme ; les désaccords ont porté sur la mise en œuvre de cette politique. Le document précise également qu'il ne s'agissait pas de divergences sur la participation au gouvernement de front populaire mais sur la politique de ce gouvernement. Selon le document, les membres du parti étaient mécontents de cette politique parce qu'elle était trop favorable au grand capital, aux monopoles. Cela est dû surtout à la ligne des sociaux-démocrates et des centristes, dont la politique était conforme aux intérêts du grand capital. Mais cela est également dû à l'incapacité du P.C. de prendre ses distances par rapport à cette ligne et de créer des mouvements de masses pour imposer des réformes difficiles à adopter car « la domination du capital privé et le système capitaliste en limitent les possibilités », lit-on dans les documents.

Le S.K.P. considère qu'il est possible de participer à un gouvernement né d'une victoire électorale du parti social-

démocrate, et des besoins du capital finlandais de faire quelques réformes de structure pour améliorer ses chances dans la compétition internationale. Mais il considère d'autre part qu'il n'est pas possible de créer des mouvements de masses sans la présence des partis ouvriers dans le gouvernement en raison des difficultés découlant de la position géopolitique de la Finlande. Il imagine aussi qu'il est possible de rester dans le gouvernement et d'expliquer en même temps aux ouvriers qu'il ne soutient pas sa politique car ce sont les sociaux-démocrates et les centristes qui ont la majorité. C'est une position fort ambiguë, surtout quand les députés communistes ont l'habitude de déclarer qu'ils sont opposés à telle ou telle réforme, mais qu'ils ne s'y opposent pas à la Chambre.

Les objectifs à court terme du parti consistent à demander la socialisation des grandes banques d'affaires, des industries pharmaceutiques, des pharmacies et des assurances sociales, la réalisation du contrôle ouvrier (dans le sens d'un contrôle de la production, sans que les modalités de ce contrôle soient précisées). Ils demandent également l'augmentation du commerce avec l'U.R.S.S. Ils demandent aussi que les contrats de travail portent sur un an (l'accord de stabilisation avait été fait sur deux ans). Ils demandent que soit donné à la base syndicale plus de chance de participer aux décisions.

On peut dire que certains thèmes de l'opposition sont devenus des thèmes du parti. Le changement principal est qu'aujourd'hui on parle de front antimonaliste au lieu de front populaire et de reconstruction de l'économie.

LE MECONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS, CAUSE DE LA DEFAITE

Telle était la situation dans le S.K.P. à la veille des élections. Le S.K.P., toujours représenté aux élections par la Ligue Démocratique du Peuple Finlandais, y a perdu six sièges. Il est fort probable que si les candidats de l'opposition n'avaient pas été sur les mêmes listes que la majorité, le parti aurait perdu plus de sièges.

Le parti social-démocrate, le S.D.P., a perdu deux sièges et de nombreuses personnalités. Pour le S.D.P., l'échec dépasse largement la perte de ces deux sièges car il a été le principal responsable de la ligne du gouvernement. On trouve aussi quelque amertume parmi les sociaux-démocrates et l'organe du parti a même fait une certaine autocritique.

Les centristes, la troisième formation du front populaire, ont subi la plus lourde défaite. Le parti a perdu quatorze de ses cinquante sièges. Il a perdu des deux côtés car les grands fermiers ont voté pour les conservateurs, et les petits paysans, très pauvres, pour les poujadistes. Quant au T.P.S.L., social-démocrate dissident, il a disparu du parlement.

Les grands gagnants des élections sont le parti conservateur et le parti de la campagne (ancien parti des petits paysans), appelé souvent poujadiste, avec, respectivement, onze et dix-sept sièges nouveaux.

Les leaders du S.K.P. reconnaissent maintenant leur défaite. Le président du S.K.P., Barne Saarinen, a avoué

dans son rapport au C.C. du 21 mars du parti que « le succès de la droite n'a pas été basé sur le mécontentement de la droite envers la politique économique du gouvernement car cette politique a été notamment favorable aux industries de l'exportation et, en général, au grand capital. Au contraire, le mécontentement envers la politique économique a été largement répandu parmi la classe ouvrière et les gens peu fortunés (...). Pour le mouvement ouvrier, il est vraiment tragique que le parti conservateur ait pu profiter de la politique gouvernementale. Le gouvernement et le parlement où les partis ouvriers étaient la majorité ont rendu de grands services, grâce aux partis socialistes et centristes, au grand capital, et son parti en cueille tous les fruits politiques pour lui-même. »

Après les élections, les communistes sont très étonnés et déçus et pleurent presque l'ingratitude que le capitalisme a montrée envers eux malgré de si grands services rendus.

LES TENSIONS MONTENT MAIS LES ISSUES RESTENT RARES

Ils se mettent à tirer des conclusions maintenant. Il faut croire que le « danger de la droite ne peut pas être repoussé en faisant des concessions ». Mais quelle est, pour eux, la solution ? Une coalition regroupant des communistes, sociaux-démocrates et centristes, mais sur une ligne clairement dirigée contre les monopoles, et qui devrait être prête à « marcher sur les pieds du grand capital ». Saarinen n'exclut même pas les poujadistes de cette coalition car, pour lui, le plus important est de faire une distinction claire et durable avec la droite.

Les solutions des communistes en Finlande n'ont pas beaucoup augmenté. Mais le choix que le S.K.P. doit faire maintenant est quand même difficile. S'il entre dans le gouvernement — ce choix ne dépend pas uniquement de lui — ce gouvernement devra vraiment réaliser des réformes favorables aux ouvriers, sinon les partis gouvernementaux perdront encore plus de leur soutien. Aujourd'hui les ouvriers, et également les étudiants, qui se sont éveillés de leurs rêves apolitiques, ne sont pas convaincus que « leur gouvernement » fera de son mieux sans qu'ils y veillent.

La deuxième solution est que le S.K.P. reste dans l'opposition, mais alors le parti devra vraiment soutenir les mouvements de masses qui naîtront sans aucun doute si les partis social-démocrate et communistes restent dans l'opposition.

Quelque chose, pourtant, reste certain : la tension va monter en Finlande, les grèves sauvages vont se multiplier. Les étudiants et les travailleurs prennent de plus en plus conscience de la situation et se demandent comment on en est arrivé là.

Et derrière toutes les cuisines électorales, c'est à cette réalité — bilan de faillite de toute leur politique — que devront faire face les partis ouvriers réformistes et staliens finlandais.

Lisa KACTUSINEN

brésil :

les dix commandements de la délation

Il y a quinze jours, le dimanche 22 mars, la foule qui s'est rendue à São Paulo au match qui se disputait entre les équipes de football du Brésil et du Chili s'est vu distribuer des milliers de tracts, « Imprimés par la Fédération de football de São Paulo ». Ces tracts, distribués à l'intérieur et à l'extérieur du stade, présentent l'hymne national imprimé d'un côté et de l'autre « les commandements de la sécurité ». On invite ainsi la population à collaborer avec les flics et avec les militaires au pouvoir et à faire de la délation leur réflexe conditionné.

Qu'on ne se trompe pas : si la dictature cherche par tous les moyens à trouver un appui populaire à ses crimes, c'est qu'elle se sent de plus en plus isolée. La crise économique, les mesures déflationnistes, le blocage des salaires et la répression systématique lui ont fait perdre la base sociale avec laquelle elle comptait à l'époque du coup d'Etat en 1964. De plus, certaines actions de propagande armée faites par les organisations révolutionnaires, comme l'enlèvement de l'ambassadeur américain et la diffusion de manifestes à la radio, ont provoqué un large courant de sympathie dans la population.

Six ans de dictature et de collaboration étroite avec l'impérialisme américain (et ses « spécialistes » de la C.I.A. et du Pentagone) ont appris aux gorilles brésiliens tous les raffinements de la torture et de la répression. Ils ont commencé à apprendre à leur dépens que quand les idées révolutionnaires deviennent force matérielle dans les masses, le danger est alors irréversible pour la stabilité des profiteurs de tout acabit. Ils s'emploient donc à utiliser maintenant tous les « gros moyens » des mass media pour abrutir et intoxiquer la population. Journaux, revues, radio, télé, déversent à longueur de journée leur propagande contre les « terroristes ».

Au moment où la répression frappe durement les militants révolutionnaires, la campagne internationale de dénonciation des militaires tortionnaires plonge ceux-ci dans une rage sans bornes. Ils se trouvent impuissants pour démentir les assassinats, les tortures et la résistance héroïque qui leur est opposée.

La solidarité militante doit continuer et elle continuera. Car quoi qu'en disent les gorilles et les affreux de tout poil, nous vaincrons.

S. LOPEZ.

1. Les terroristes jouent sur la peur et la panique. Seul un peuple prévenu et vaillant pourra les combattre. Quand vous voyez un hold-up ou quelqu'un qui a une attitude suspecte, ne restez pas indifférent, ne faites pas semblant de n'avoir rien vu, ne soyez pas de connivence. Avertissez immédiatement la police ou la caserne la plus proche. Les autorités donnent toutes les garanties, anonymat compris.

2. Avant de vous faire une opinion, vérifiez plusieurs fois s'il s'agit vraiment d'une opinion à vous ou bien s'il ne s'agit que d'influences d'amis envoûtants. Ne seriez-vous pas en train d'être un innocent utilisé dans une guerre qui vise à vous détruire, vous, votre famille et tout ce que vous aimez le plus dans cette vie ?

3. Apprenez à lire les journaux, à écouter la radio et à regarder la télévision avec une certaine malice. Apprenez à capter des messages indirects et des intentions occultes dans tout ce que vous voyez ou écoutez. Vous allez vous amuser beaucoup avec le jeu de ceux qui pensent être plus intelligents que vous et qui essayent de vous duper avec un simple jeu de mots.

4. Si vous êtes invité ou sondé, en bavardant sur des sujets qui vous paraîtraient étranges ou suspects, faites semblant d'être d'accord et cultivez les relations avec la

personne qui vous a ainsi sondé et avertissez la police ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donnent toutes les garanties, l'anonymat compris.

5. Apprenez à observer et à retenir quelques détails marquants des gens, voitures et objets dans la rue, les cafés, les cinémas, les théâtres, les auditoires, les bus, les centres commerciaux ou résidentiels, les marchés, les épiceries, les magasins, les coiffeurs, les banques, les bureaux, les résidences, les gares, les trains, les aéroports, les routes, les endroits de passage ou d'agglomération.

6. Ne recevez pas chez vous des inconnus — même s'ils sont de la police — sans leur avoir d'abord demandé leur identité et les avoir observé jusqu'à retenir quelques détails : numéro d'identité, bureau l'ayant délivré, vêtements, allure personnelle, signes distinctifs, etc. — les papiers peuvent aussi être faux.

7. N'arrêtez jamais votre voiture à la demande d'inconnus, ne prenez jamais d'auto-stoppeurs. Roulez toujours avec les portières fermées de l'intérieur. Quand vous laissez votre voiture dans un parking ou une station-service, retenez quelques détails des gens qui sont autour.

8. Au téléphone, beaucoup de conversations se chevauchent. Chaque fois que cela vous arrive, restez à l'écoute et informez immédiatement la police ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donnent toutes les garanties, l'anonymat compris.

9. Chaque fois qu'un nouveau locataire emménage dans votre immeuble ou dans votre quartier, avertissez immédiatement la police ou la caserne la plus proche. Les autorités vous donnent toutes les garanties, l'anonymat compris.

10. Notre manque d'unité sera la force la plus importante de notre ennemi. Si nous savons rester compréhensifs, cordiaux, informés, confiants et unis, personne ne nous vaincra.

(ECRIRE EN CAPITALES. S.V.P.)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

(Règlement joint à la Boîte Postale 201, Paris 19 - Rouge -)

Je désire
m'abonner
à
rouge

6 mois
pli ouvert 25 F
pli fermé 40 F
avion 50 F

1 an
pli ouvert 50 F
pli fermé 80 F
avion 100 F

Abonnement
de soutien
à partir de 100 F